

Un clown triste

La hausse des prix d'octobre vient d'être officiellement révélée par le gouvernement. Les prix « gelés » ont atteint 0,9 % !

Interrogé sur ce résultat, Giscard d'Estaing ne s'en est pas ému. « Ce nouveau chiffre, qui est mauvais, c'est un ancien chiffre », a-t-il expliqué. Ses causes « sont celles du printemps et de l'été derniers ». Et il a déclaré avec un bel aplomb : « La hausse des prix d'octobre, c'est la justification du plan Barre ! ».

Il fallait oser...

Arrivé au gouvernement avec l'auréole d'un « technicien de l'économie » qui saurait sagement gérer les affaires du pays, Giscard prend aujourd'hui les allures d'un pitre distingué : les prix montent de 1,1 % en septembre ? C'est une hausse « imprévue », qui ne prouve rien. Ils grimpent de 0,9 % en octobre ? C'est un « ancien chiffre ». Et ceux de novembre ? Là, c'est Raymond Barre qui prédit que la hausse sera pire. A cause de l'augmentation de l'essence, qu'il a lui-même décidée !...

En décembre, il ne faudra pas attendre des miracles, vu que les prix des jouets n'ont pas été bloqués. Quant à ceux de janvier, ils seront « libérés », et l'on essaiera de dissimuler simplement une flambée spectaculaire derrière une petite manipulation de TVA.

Ces contorsions pourraient faire sourire, si elles ne mettaient directement en jeu les conditions d'existence de millions de travailleurs.

Il y a encore quelques temps, patronat et gouvernement parlaient pudiquement de « maintenir strictement le pouvoir

d'achat » sur la base de l'indice truqué de l'INSEE. Maintenant, ils ne cherchent même plus à sauver les apparences : alors que l'inflation se promène encore à un rythme annuel voisin des 12 %, ils décrètent que le plafond des augmentations salariales pour 1977 sera de 6,5 % !

On comprend que même les dirigeants syndicaux les plus chauds partisans de la « politique contractuelle » trouvent la pilule dure à avaler. C'est en effet non de « maintien », mais de remise en cause directe des avantages acquis qu'il est question : l'attitude du gouvernement dans la grève de la Caisse d'épargne, la circulaire envoyée par Chotard au patronat le prouvent sans ambiguïté.

En matière d'emploi, le ton, là aussi, a changé : il y a encore un an, on promettait une diminution et le gouvernement parlait de « prendre des mesures » en faveur des chômeurs et des licenciés. Aujourd'hui, on annonce clairement que le chômage va augmenter : rien ne serait pire qu'une « reprise inflationniste ». Et l'on annonce l'ouverture de la chasse aux chômeurs, la réduction des allocations-chômage et des 90 % pendant que le patronat revendique la liberté de licencier les « salariés en surnombre ».

S'il faut des coupables, Poniowski, économiste à ses heures, les désignera : les automobilistes qui vont trop vite, les locataires qui chauffent trop leur appartement. Le lecteur de l'Aurore pourrait ajouter : « les Arabes »...

Il y a des bouffonneries qui prennent des allures de provocations.

F. L.

Premier mois du plan Barre

LES PRIX « GELES » FLAMBENT !

• 0,9% de hausse en octobre, alors qu'il y a 1 400 000 chômeurs

• Le chiffre de novembre ne sera pas meilleur, explique déjà Raymond Barre

• Giscard à Strasbourg : « La confiance s'appelle aussi la patience »

LIRE NOS INFORMATIONS PAGE 7

sur

l'autoroute

Hier, Giscard, en toute « simplicité » inaugurerait, au volant de sa voiture, mais sans pull-over, le dernier tronçon de l'autoroute Paris-Strasbourg. L'une des plus chères de France. Et au moment de passer « démocratiquement » au poste de péage, les 4 petites pièces d'un franc que VGE avaient préparé n'ont pas fait le poids. C'était 17 F. Du simple au quadruple. Etonnement, question, demandes d'explications, discussion... Le mauvais payeur a fini par régler, non sans avoir « tapé » son passager Fourcade de deux billets de 10 F.

Il faut croire que les transports ne réussissent pas au libéral avancé qui ne s'était pas souvenu en 1974 du prix d'un ticket de métro.

M. R.



En 1975, le huitième congrès du syndicat de la Magistrature.

Neuvième congrès du syndicat de la magistrature

HORIZON 78

Page 6

L'union départementale de Gironde soutient la publication d'un bulletin des comités de soldats LA DIRECTION CFDT CONDAMNE

Page 6

Il y a vingt ans...

L'AFFAIRE MARTY

une interview de Roger Garaudy p.12

LUNDI DANS ROUGE

Une interview de Gilbert Declercq, secrétaire général de la CFDT des pays de Loire jusqu'en novembre 76. Un des dirigeants « historiques » de la CFDT, animateur du courant « des minoritaires » qui seront les artisans de la transformation de la CFDT en CFDT. Il a accordé à Rouge une longue interview où il est notamment question du socialisme, de la propriété, des nationalisations, etc.

Willy Brandt nouveau président de l'internationale socialiste reconnaît que:

« CERTAINS PC SOUHAIENT SE SOUMETTRE AUX RISQUES DE LA DEMOCRATIE »

On a les présidents qu'on mérite... C'est en l'absence de toute autre candidature et sous les acclamations des participants que les délégués au 3^e Congrès de l'internationale socialiste ont élu l'ancien chancelier d'Allemagne fédérale, Willy Brandt, à la présidence de leur organisation. Le congrès a également élu 14 vice-présidents dont plusieurs, tels que François Mitterrand, Harold Wilson ou Bruno Kreisky figuraient déjà dans l'ancienne instance, composée de huit membres.

Cet élargissement du nombre des vice-présidents, leur attribution, ainsi que l'admission de nouvelles « sections », telles l'Union progressiste du Sénégal, le Parti révolutionnaire dominicain, le Parti socialiste indien, deux formations vénézuéliennes et le Parti révolutionnaire februariste du Paraguay (!) auraient voulu apporter la preuve d'un changement qualitatif de l'organisation, plus ouverte sur les problèmes du Tiers-monde et où le poids de la vieille social-démocratie européenne se serait trouvé amoindri.

En fait, il n'en est rien. L'Internationale socialiste est plus que jamais sous la coupe des vieilles figures social-démocrates européennes, comme le confirment l'ordre du jour des prochaines séances (relations avec les PC et le nouvel ordre économique mondial), la composition du « conseil particulier » du nouveau président (Mitterrand aux affaires politiques, Olaf Palme pour les questions du Tiers-monde et Bruno Krisky pour les pays arabes) et le thème du discours d'investiture de Willy Brandt.

Ce dernier s'est en effet efforcé d'atténuer les divergences entre les deux « tendances » de l'Internationale socialiste sur la question des relations avec les PC dans les pays d'Europe occidentale. Pour l'ancien chancelier, la conférence des PC d'Europe de juin dernier, si elle n'a pas suffisamment clarifié l'attitude de certains partis communistes, a permis de se rendre compte que certains d'entre eux « souhaitaient se

soumettre aux risques de la démocratie ». Bien qu'aucun PC n'ait été nominalemt cité, il n'est pas difficile de reconnaître qui est visé : dans le premier cas, il s'agit sans aucun doute du PCF, que les dirigeants sociaux-démocrates allemands ne portent pas dans leur cœur, dans le second, il s'agit des PC espagnol et italien.

Les efforts de ces deux partis semblent donc avoir porté leurs fruits puisqu'ils viennent, en quelque sorte, de recevoir de la bouche même du nouveau chef de la social-démocratie mondiale (ce qui signifie d'ailleurs pas grand-chose) leur certificat de « bons et loyaux démocrates ». Une évolution qui n'est pas sans importance et qui pourrait avoir de sérieuses répercussions dans les mois à venir.

J. T.



Willy Brandt accueille le Premier ministre israélien, Rabin (photo UPI).

L'admission de l'UPS à l'internationale socialiste MITTERRAND AU SECOURS DE SENGHOR

L'Union progressiste sénégalaise (UPS) de Senghor sera donc le premier parti africain membre de l'Internationale socialiste (IS). Cette caution officielle de la social-démocratie européenne, doublée de celle de la gauche française (PS, PCF, CGT, CFDT) préfigure à n'en pas douter, la future politique de coopération de l'Union de la gauche. Une lune de miel qui ne peut que jeter un voile mystificateur sur le régime du « chante » de la négritude. Certes, pour donner quelque crédit à l'opération de ravalement, il a bien fallu pratiquer une soi-disant « ouverture politique ». Mais l'instauration d'un

tripartisme constitutionnel, cerné dans un réseau serré de restrictions, ne peut qu'abuser ceux qui ont oublié la volonté de Senghor de renforcer l'économie de marché à l'échelle eurafricaine et la situation faite aux masses sénégalaises.

Néanmoins, il faut reconnaître qu'on n'a pas lésiné sur les efforts du côté de la gauche française pour préparer la mise en scène. Les conseillers de Senghor sont des socialistes bon teint, jadis J. Rous, aujourd'hui JP Biondi. Samir Amin, caution « gauchiste » du président participe aux colloques parisiens du PS. Y. Person et R. Garaudy ont été les vedettes du colloque « Culture et développement » en hommage à Senghor pour son 70^e anniversaire. L'école de cadres de l'UPS bénéficie de l'appui des hautes instances du PS. Les visites succèdent aux visites de Dakar : PS, PCF, CGT, CFDT (Maire en personne), etc.

Dans ces conditions, il est aisé de comprendre pourquoi le programme commun reste très flou sur le problème de la coopération. De même, bien des interrogations vont naître quant à cette version inédite du « nouvel ordre économique international » prenant appui sur des social-démocraties au pouvoir (la France et la RFA sont les deux plus gros partenaires commerciaux du Sénégal) et une bureaucratie néo-coloniale.

Franck Tenaille

RDA

R. Havemann en résidence surveillée DU PETROLE SUR LE FEU

La bureaucratie est-allemande, décidément aveuglée par l'ampleur des répercussions de sa mesure de retrait de nationalité à Wolf Biermann, joue la fuite en avant.

Selon des sources est-berlinoises, le professeur Robert Havemann a été arrêté puis mis en résidence surveillée. Déjà séquestré à son domicile par la police, depuis plusieurs jours, Havemann ne pouvait plus ni téléphoner, ni recevoir des invités, à cause de sa solidarité active avec Wolf Biermann. Le quotidien officiel du PC est-allemand, *Neues Deutschland*, l'avait d'ailleurs qualifié de « conseiller idéologique en chef » du chanteur

dissident. Il est vrai que Havemann, communiste depuis 1932, ancien résistant, avait déjà été exclu du PC est-allemand et frappé d'interdiction d'enseigner dans les années soixante pour sa critique radicalement anti-bureaucratique du régime de RDA. Celui qui proclamait : « Notre tâche historique est de mener à son terme la révolution socialiste », est aujourd'hui « isolé » dans un pays qui se dit socialiste, pour le simple fait d'avoir protesté contre la déchéance de sa nationalité de Biermann. N'était-ce pas Brecht qui écrivait : « Ils éteignent le feu avec du pétrole, ils n'arrêteront pas l'incendie. »

aux quatre coins du monde

PORTUGAL

Les universités de Lisbonne, Porto et Coimbra se sont mises en grève vendredi pour exiger l'abrogation d'un récent décret-loi réglementant la gestion des facultés.

Le décret promulgué par le ministre socialiste de l'Education, Mario Sottomayor Cardia, met en cause le principe d'autonomie des universités en donnant au gouvernement le pouvoir de nommer la majorité des éléments composant les conseils de gestion de même que les recteurs.

Les syndicats de professeurs des trois régions ont donné leur appui à la grève.

POLOGNE

Une nouvelle prise de position du mouvement syndical français en solidarité avec les travailleurs polonais réprimés après les grèves du 25 juin : les commissions académiques du S3 de Créteil et de Paris

du SNES ont voté un message de solidarité, et demandent que toutes les mesures répressives prises à l'encontre des travailleurs polonais soient rapportées. Ces messages seront envoyés à l'ambassade de Pologne à Paris.

TCHECOSLOVAQUIE

La polémique très vive qui s'est développée depuis plusieurs mois entre Rude Pravo, organe central du Parti communiste tchécoslovaque, et l'Unita, organe central du Parti communiste italien, prend une tournure acide. Hier Rude Pravo adjurait le quotidien du PCI de « cesser de répandre des calomnies sur les pays socialistes », et l'accusait d'entraver « le développement de la liberté de presse et d'information ». Ces attaques viennent à la suite de la polémique récemment échangée entre les deux quotidiens, à propos d'une information publiée par l'Unita sur les atteintes à la liberté religieuse en Tchécoslovaquie. Ce quotidien avait alors répliqué à ses détracteurs : « Nous avons déjà eu l'occasion d'exprimer notre jugement en commentant des épisodes qui ne prouvent pas un état florissant de la liberté d'expression et d'information, l'attaque de Rude Pravo ne fait que confirmer ce jugement. » Et dire que les autorités tchécoslovaques critiquaient récemment « le déséquilibre dans la presse occidentale entre les informations positives et négatives sur la Tchécoslovaquie ».

EGYPTE

Quatre cents étudiants environ ont manifesté jeudi au Caire devant le siège du parlement égyptien pour demander la liberté de création de nouveaux partis politiques. Cette manifestation a eu lieu à l'issue du congrès des étudiants à l'initiative du « Club de la pensée socialiste progressiste ».

A la suite des dernières élections législatives, le président Sadate a transformé les trois « plates-formes » existant au sein de l'Union socialiste arabe, le parti unique, en autant de partis politiques différents.

IRAN EN DEFENSE DES INCULPES IRANIENS

Le mouvement de solidarité avec les Iraniens victimes de l'arbitraire français s'étend. Mercredi, à Londres, le « Comité contre la répression en Iran » a organisé, avec plus de cent personnes, un piquet devant l'ambassade de France. Un représentant de NUS (syndicat étudiant) a remis une lettre de protestation à l'ambassadeur et envoyé une lettre à l'UNEF.

A Grenoble, la grève de la faim des trente-deux étudiants iraniens, commencée vendredi, se poursuit dans une salle prêtée par la municipalité. Jeudi à 13 h, un rassemblement devant le palais de justice s'est tenu à l'appel du PS, du MRAP, de la CFDT, de la municipalité, laquelle a pris la parole, a dénoncé la faiblesse de l'accusation qui permet le maintien en prison de deux étudiants et l'expulsion des quatre autres. A Grenoble, il a également été décidé la création d'un « collectif de solidarité » avec la participation du PS, PSU, MAS, LCR, CFDT, PCR, HR, Révolution !, collectif libertaire. Pendant ce temps, les deux inculpés continuent d'être entendus par le juge d'instruction qui devra prendre une décision dans les jours prochains.

Enfin, le bureau exécutif national du Parti socialiste, dans une déclaration, réclame : « L'annulation des mesures d'expulsion et le retour en France des quatre témoins, afin que soient assurés les droits de la défense dans cette affaire », et dénonce « la mesure arbitraire du ministre de l'Intérieur, frappant d'expulsion quatre étudiants iraniens, principaux témoins à décharge de leurs deux camarades inculpés ».

MEETING

Salle de la Mutualité, lundi à 20 heures, avec la participation des avocats, de personnalités, d'organisation étudiantes iraniennes et françaises.

DANEMARK

Le 1er ministre devant les grèves

Les grèves qui ont récemment éclaté au Danemark — et notamment celle des livreurs de carburant — sont en train d'ébranler la coalition gouvernementale. Le gouvernement social-démocrate minoritaire d'Anker Joergensen ne peut en effet rester en place que grâce à l'appui parlementaire que lui donnent les quatre partis « d'appui » radical, démocrate centriste, chrétien populaire et conservateur. Jeudi, les représentants des quatre partis bourgeois avaient élaboré avec le Premier ministre social-démocrate un projet de loi visant à déclarer illégal les mouvements de grève en cours.

Cette manœuvre a porté l'indignation des grévistes à son comble et n'a fait que renforcer la solidarité dont ils jouissent dans la plupart des syndicats. A tel point que les bureaucrates sociaux-démocrates de la centrale syndicale ouvrière, au cours d'une rencontre avec Anker Joergensen (leur collègue de parti), ont été obligés de lui exprimer l'exigence de leur base que le projet de loi anti-grève soit mis immédiatement au rencart. Devant la menace d'une extension de la vague gréviste, jeudi soir à l'issue de la réunion avec les

dirigeants syndicaux, le Premier ministre annonçait qu'en définitive son gouvernement ne pouvait faire voter une telle loi.

Dans la nuit, les leaders des quatre partis « d'appui » manifestaient leur mécontentement en demandant « qui gouvernait le Danemark : le gouvernement ou les syndicats ? » Il n'est pas exclu qu'ils décident de retirer leur soutien parlementaire au gouvernement social-démocrate et de provoquer ainsi des élections anticipées.

Pour sa part le gouvernement danois essaye de jouer la montre en misant sur un compromis entre la bureaucratie du parti et la bureaucratie syndicale, toutes deux membres du parti social-démocrate.

Le Premier ministre tente donc de susciter un « pourrissement » de la situation sur le front des grèves, comme il l'a lui-même reconnu. Les grévistes et les travailleurs pourraient bien penser, à la suite du premier succès qu'ils viennent de remporter, qu'il y a beaucoup d'autres choses de pourries au royaume de Danemark.

AFRIQUE DU SUD

VASTE RAFLE

PARMI LES ORGANISATIONS RELIGIEUSES

Plusieurs organisations religieuses ont été la cible, jeudi, d'une vaste opération de police qui a procédé à l'arrestation de plusieurs personnes et à la saisie de centaines de documents. Parmi les personnes arrêtées, Cedric Mayson, un des responsables de l'Institut chrétien, un mouvement opposé à l'apartheid. Mayson, 49 ans, éditeur de la revue *Proveritate* a été arrêté en vertu de la « loi sur le terrorisme » qui permet la détention au secret, sans procès et pour un temps indéfini.

Parmi les autres personnes arrêtées, on relève les noms de Barney Hgakane, directeur des bourses au Conseil des Eglises, et l'un des anciens dirigeants du Congrès national africain (ANC) avant son interdiction en 1960, Mme Brown du Fonds de distribution de la littérature océanique, Bernadette Mosala du Conseil des Eglises, Myrtle Wyngaard de l'Académie chrétienne. Interrogé au téléphone par l'AFP, le docteur Beyers Naude, directeur de l'Institut chrétien, confirmait que l'opération se poursuivait.

Cette rafle fait suite à la mise en

garde, lors des émeutes de Soweto, adressée au docteur Naude, par le ministre de la Police sud-africain, qui lui recommandait de se tenir à l'écart des jeunes Africains.

Après l'appui que Vorster vient de donner sans équivoque aux «durs» de son parti, cette opération ne peut que confirmer l'option intransigeante choisie par le gouvernement de Prétoria, face à l'écho que rencontrent les partis d'opposition blancs, favorables à un « assouplissement » de l'apartheid. On murmure, en effet, que l'United Party, le Democratic party et le Progressive Reform Party envisageaient de créer une nouvelle opposition. Et ne doit-on pas voir un indice de cette division de la bourgeoisie sud-africaine dans le fait que la police, lors de son opération, a menacé d'arrêter Bridget Oppenheimer qui a récemment fondé un Mouvement des femmes pour la paix. Cette dernière est l'épouse du magnat de l'or et du diamant, lui-même favorable à une politique d'« ouverture ».

F.T.

MAROC

Hassan II est de retour: 3 morts pour maintenir l'ordre

A peine le copain Hassan s'était-il envolé dans son bel avion vert que son copain Valéry lui a si gentiment fait prêter par Air France, on apprendrait qu'une intervention des forces de l'ordre marocaines, en vue de disperser un « rassemblement non autorisé » et de « sauvegarder la paix et la sécurité des citoyens » avait provoqué la mort de trois personnes et fait plusieurs autres blessés dans la province d'Oudjda, au Maroc oriental.

Ces incidents surviennent alors qu'à la suite des élections commu-

nales et municipales du 12 novembre dernier, les membres des conseils municipaux et communaux sont en train de se réunir pour former leur bureau.

Au lendemain de ces incidents, deux journaux d'opposition ont été saisis ce vendredi matin au Maroc. Le ministère de l'information avait la veille publié un communiqué dans lequel il dénonçait les « rumeurs sans fondement qu'une certaine presse connue pour son fanatisme et son manque de responsabilité a fait circuler ».

TRIBUNE INTERNATIONALE

« Foyer en lutte », bulletin d'information du comité de gestion du foyer calédonien (1, rue des Ecoles, Paris V°. Tél. : 033-27-58) vient de paraître. Au sommaire, un dossier sur la Nouvelle Calédonie, un article sur la femme canaque, la plate-forme revendicative du foyer, etc. En outre, samedi 27 novembre le Comité de gestion organise « 10 heures avec le foyer en lutte » avec projection, forum, expositions, débats à la même adresse.

L'association canaque en France

Le 19 novembre dernier, la justice coloniale vient à nouveau de frapper nos camarades Nidoish Hnaiseline et Dewé Gorode, dirigeants du Parti de libération kanak, respectivement à deux mois de prison avec sursis et à quinze jours de prison ferme. Si le verdict rendu par le tribunal correctionnel ne paraît sévère, il n'empêche que la manœuvre a pleinement atteint son but : ôter à nos camarades leurs droits civiques, à quatre mois des municipales, porter un autre coup dur au PALIKA, au moment où un grand effort est fait pour sortir de ses difficultés programmatiques et organisationnelles.

Nous dénonçons avec force la pratique scandaleuse du pouvoir colonial contre le PALIKA, alors que par ailleurs, aucune poursuite n'est engagée contre les auteurs des tracts véritablement racistes du CACI (Comité d'action contre l'indépendance) qui, après le meurtre de R. Kaouda, en décembre 75, appellait à l'union de toutes les ethnies contre le peuple Kanak, à la violence assurée pour « casser du Kanak » et écraser la vermine communiste commandée par les anti-français bancs !

Fermeement décidés à nous battre avec nos camarades du PALIKA contre le colonialisme et l'exploitation impérialiste, nous ne laisserons pas les Giscard, les Ponia, les Stirn saboter impunément le développement du courant révolutionnaire parmi le peuple kanak, ses alliés immigrés et les travailleurs caldochs, tous fondus dans la classe ouvrière calédonienne, en frappant les dirigeants du PALIKA. Nous mettrons tout en œuvre pour que nos camarades soient purement et simplement acquittés.

Nous lançons un appel aux organisations ouvrières française et internationales pour soutenir les camarades qui ne cessent de tomber, depuis septembre 1969, sous les coups de la répression coloniale et raciste. Exigeons l'arrêt immédiat des poursuites contre Hnaiseline et Gorode.

Exigeons l'acquittement pour nos camarades.

Le bureau politique de l'ACF

TURQUIE

5 à 7000 morts dans le tremblement.

L'INCURIE DU GOUVERNEMENT

Le bilan du séisme qui a ravagé la région de Van, en Anatolie, une province située à l'est de la Turquie, s'élèverait à 5 000 ou 7 000 morts, estimant les journaux d'Istanbul. Selon « *Hurriyet* », une centaine de blessés que les sauveteurs avaient retirés des décombres sont morts de froid la nuit qui a suivi le séisme. Il avait été en effet impossible de les transporter dans un hôpital par suite d'un manque de véhicules. De même les tentes envoyées par le « croissant rouge » sont insuffisantes pour

héberger l'ensemble des rescapés.

Le Premier ministre turc, Démirel, n'a même pas tenté de justifier l'imprévoyance et l'impréparation totale des autorités. Imprévoyance dans la mesure où le séisme avait été précédé de nombreux tremblements de terre et qu'aucune mesure n'avait été prise pour protéger ou évacuer les populations. Impréparation car aucune politique d'information, d'éducation de la population n'est mise en œuvre par le gouvernement.

Pourtant la Turquie a connu depuis 1925, 23 séismes d'amplitude supérieure à 7 degrés de l'échelle Richter, liés à l'activité du réseau de failles qui constitue la « cicatrice anatolienne ».

Dans un pays où 95 % de la population vit dans des régions sismiques, la politique de construction tenant compte des risques de tremblements de terre n'est pas respectée : l'effondrement du grand hôpital en béton situé au cœur de Van le prouve.



A Caldiran. Il ne furent pas prévenus, pourtant le tremblement de terre était prévu. (phot UPI).

femmes

Assises du Rhône oui a la reconnaissance du viol Non a la justice de classe

Aux assises du Rhône, qui se sont ouvertes le 3 novembre, étaient inscrites dix-huit affaires, dont cinq ont trait à des « attentats à la pudeur », et trois à des viols. (Cf. *Rouge* du 18 novembre 76).

Nous avons signalé en son temps la parution dans la presse bourgeoise d'une série d'articles et de dossiers sur le viol. A signaler quand même que, dans *Paris-Match*, Benoite Groult (écrivain) a écrit un article *Pourquoi tant les hommes violent et pourquoi les femmes s'y résignent*.

Les affaires de viols jugées à la cour d'assises du Rhône sont les suivantes :

— Le lundi 15 et mardi 16 novembre : Mohamed Mezouar et Patrick Laurent devaient comparaître pour attentats à la pudeur avec violence, tentative de proxénétisme et vol. Ils ont violé une jeune fille de 18 ans qu'ils ont ensuite volée.

— Les vendredi et samedi 19 et 20 novembre : Gilbert Robert et Jean-Noël R. étaient jugés pour viol.

— Les lundi et mardi 22 et 23 novembre : Omar Wahbi, Mohamed al Merras, Moulay el Aloui et Mustapha Essabri étaient accusés de viol et complicité de viol.

— Enfin, le 3 décembre, doit se dérouler le procès de Slimane Belabes, accusé de viol et tentative de viol.

Nous n'avons, bien sûr, pas en-

core les verdicts de l'ensemble de ces procès.

En ce qui concerne le premier procès (celui de Patrick Laurent et de Mohamed Mezouard), nous apprenons que Patrick Laurent, de nationalité française, a été acquitté et que son compagnon, immigré, a été condamné à quatre ans de prison. Deux poids, deux mesures ?

En 1974, sur 1 538 viols déclarés, il y a eu 289 condamnations, dont 251 condamnés de nationalité française.

En 1976, aux assises du Rhône, sur quatre affaires de viols, trois concernent des étrangers. Pure coïncidence ? Ou la bourgeoisie veut-elle faire quelques exemples qui ne lui coûtent rien sur les cas des violeurs les plus vulnérables, alors que son système continue à suinter le viol par tous les pores ?

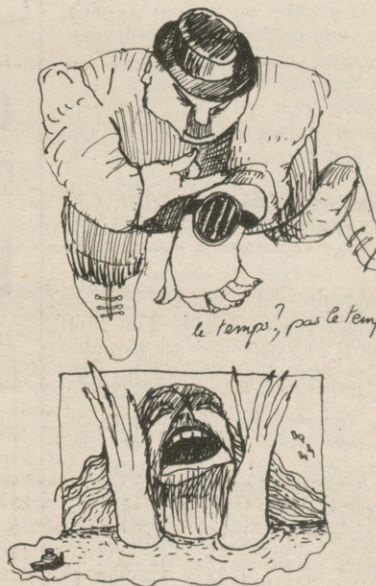
Pour sa part, le centre des femmes de Lyon a fait un tract appelant à un rassemblement, devant le palais de justice de Lyon (1, place Paul-Duquaire, Lyon V°), le samedi 4 décembre, à 13 h 30.

Dans leur tract, les militantes du centre des femmes de Lyon rappellent la victoire du mouvement des femmes et soulignent que « sur quatorze inculpés venus répondre du crime de viol ou d'attentat à la pudeur, cet automne, devant la cour d'assises du Rhône, ceux-ci sont tous à majorité prolétarienne et majoritairement immigrés. On veut nous faire croire que les violeurs sont seulement des travailleurs immigrés... Le verdict de la cour d'assises du 16 novembre : deux inculpés, un français acquitté, un immigré condamné à quatre ans de prison ! »

« Nous refusons cette justice de classe ! »

Nelly Vandale

Centre des femmes de Lyon, 12, rue Puits-Gaillot. Lyon 1^{er}.



A Marseille, bientôt un centre de femmes

Les travaux ont commencé pour l'aménagement du centre des femmes à Marseille, nous l'annonçons dans *Rouge* du 23 novembre. Des travaux qui viennent après un débat mené depuis la rentrée dans les 17 groupes femmes de la ville autour du rôle d'un centre de femmes.

Les groupes femmes se réunissent en coordination tous les mois pour débattre et confronter leurs expériences : c'est dans le cadre de ces coordinations que les discussions des groupes sur le centre des femmes ont été centralisées. Une « commission pour le centre » a pris en charge plus particulièrement le débat et rédigé un texte pour permettre d'avancer sur la conception du centre et les propositions pratiques.

Autonomie et ouverture

La mise en place du centre est perçue par les groupes comme un pas en avant important dans le développement du mouvement des femmes à Marseille : il permettra

d'affirmer l'autonomie du mouvement puisqu'il sera un lieu d'organisation autonome des groupes, avec son matériel propre (« Raz le bol des tracts tirés dans les locaux des organisations ! »), un lieu où pourtant se poursuivront les débats amorcés dans les coordinations, où les contacts entre les groupes pourront s'enrichir. Dans le même temps il peut permettre une confrontation d'expériences avec les autres organisations proches du mouvement des femmes (MLAC, Planning, Choisir, Codif — organisation de femmes proches du PS) et une ouverture vers les femmes qui ne participent pas aux groupes mais sont intéressées par eux.

Idees et propositions affluent pour son organisation. D'abord en faire un lieu d'accueil agréable, où l'ont ait envie de venir. C'est à quoi s'emploient les femmes, pinceaux en main, depuis quelques jours. Ensuite en faire un lieu où les femmes puissent s'informer. Il y aura une bibliothèque. Un abonnement est prévu à tous les journaux féministes, ainsi que l'affichage des articles

concernant les femmes dans d'autres journaux. On y tiendra des permanences solidement documentées sur les problèmes juridiques, de contraception, d'emploi, etc.

Une prise en charge collective

Le centre ouvre des possibilités énormes pour les groupes, à condition toutefois que sa prise en charge soit collective. C'est un problème qui a été posé d'emblée à la coordination et reste à approfondir : les discussions dans tous les groupes sur le rôle politique du centre et sa prise en charge matérielle sont essentielles. Mais par ailleurs on ne peut exiger des groupes un investissement égal dans le fonctionnement du centre selon qu'ils sont groupes d'entreprise, de quartier ou de lycée.

Pour l'ouverture du centre, pour qu'il soit agréable et documenté, une souscription a été ouverte.

Pour les soutenir, pour les contacter : Centre des femmes, 12 rue Pastoret, Marseille.

L'échec du président

Jeudi, sur la place d'Armes à Metz, il y avait pour accueillir Giscard un calicot tout neuf : « L'UDR avec Giscard ». Rien d'étonnant a priori. Or, un entre-filet dans l'Est Républicain d'hier nous apprenait que cette banderole n'a pas été faite par les gaullistes du coin. Elle était brandie par des jeunes giscardiens, et l'UDR proteste.

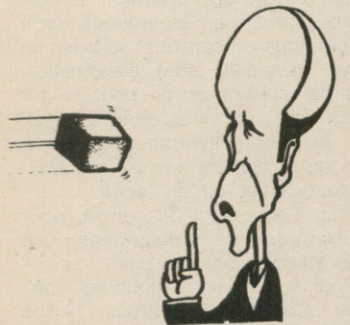
Cette anecdote résume le succès du voyage présidentiel dans l'Est de la France. Non seulement les travailleurs n'étaient pas là pour l'accueillir, non seulement les élus de gauche ont tous boycotté ses meetings sur invitations, mais même l'UDR a boudé. La presse régionale demeure sceptique sur la réussite de « l'opération confiance ». J.-C. Bourdier dans le respectable *Républicain lorrain* interprète les déclarations, sur la sidérurgie de la manière suivante : « Il n'a pas caché que l'Etat allait apporter une aide directe et importante à la région pour permettre, d'une part, à la sidérurgie de réduire ses effectifs afin de devenir compétitive et, d'autre part, pour faciliter l'industrialisation ». Si la première conséquence est maintenant certaine la seconde reste hypothétique.

Le but de ce voyage était pourtant, à quelques mois des élections municipales de rassurer l'électorat traditionnel du régime. Dans ces régions qui ont longtemps voté à droite, on a connu depuis 1973 une réelle poussée de la gauche, surtout en Lorraine. Les cantonales l'ont confirmée. La crise économique avec ses contingents de chômeurs et la hausse des prix est durement ressentie dans la région. Tous ces éléments, avec le maintien de vieux bastions gaullistes qui intriguent le président justifient l'effort giscardien. Et il a échoué.

C'est d'abord un échec politique. Derrière les risettes qui jalonnaient les salons de ce voyage, il y a eu plus d'un coup fourré. Les gaullistes par exemple ne se sont pas pressés au portillon pour acclamer le chef de leur majorité. La très faible mobilisation des Lorrains et des Alsaciens, leur refus d'applaudir le président du chômage, sanctionnent publiquement son bide. Il faut dire que l'annonce par la presse locale du plan de restructuration de la sidérurgie n'a pas arrangé les choses.

Mais ce voyage permet également de mesurer la faible crédibilité du régime. Sur tous les problèmes qui préoccupent en premier lieu les travailleurs de l'Est de la France, il est resté vague et a tout au plus appuyé la politique et les initiatives patronales. Ses appels à l'union nationale sonnent dans le vide et ressemblent plus au numéro d'un clown dans un cirque qu'à une déclaration politique. Il a d'ailleurs eu le mot de la fin à Strasbourg : « La confiance n'est pas de l'illusion, elle se mérite ». Un aveu ?...

J.-Y. Touvais



Le voyage de Giscard dans l'est se termine en Alsace

« LA CONFIANCE, ÇA SE MERITE »

ose-t-il déclarer à Strasbourg !

Après la Lorraine, l'Alsace ? Giscard a d'abord inauguré l'autoroute Metz-Strasbourg et est arrivé dans la capitale de l'Alsace hier vers 10 h 30. Il a été accueilli par le même genre de public qu'à Metz et Nancy : des barbouzes, des flics, quelques jeunes giscardiens et des enfants manipulés par les pouvoirs publics. Il a ensuite prononcé au palais des congrès un long discours sur l'élection du Parlement européen.

Il n'a d'ailleurs pas dit grand-chose de nouveau sur la question. Tout au plus, a-t-il annoncé qu'il « proposera au Parlement, au cours de la session de printemps prochain, la ratification de l'accord conclu entre les neuf ministres des affaires étrangères et l'invitera à se prononcer ». Pour le reste, il a com-

mencé son discours par une longue exhortation à l'unité nationale : « Pour développer l'unité de la France, il faut la réunir autour d'une action (profond !) » ; « Il faut analyser courageusement et sobrement nos problèmes. Le combat contre la hausse des prix, c'est aussi le combat pour le plein emploi ». Tiens donc. On se demande où il va les chercher ses analyses « sobres » et « courageuses ». Tout le monde sait bien en Alsace comme en Lorraine, que la politique de Giscard et de ses bailleurs de fonds, c'est le chômage et la vie chère.

Le soir, plusieurs milliers de personnes ont manifesté dans les rues de Strasbourg à l'appel des syndicats et des partis de gauche.

J.-Y. T.



A Strasbourg comme ailleurs, Giscard n'attire pas les foules (UPI).

Giscard n'est pas allé voir les travailleurs de Schlumpf

L'Alsace, c'est aussi le pays où les 1 500 travailleurs de Schlumpf, à Mulhouse, Erstein et Malmerpach ont été mis au chômage forcé à cause des malversations des frères Schlumpf.

Patrons de choc, ils réinvestissent tous leurs bénéfices dans l'achat de collections de voitures anciennes et dans des immeubles à Mulhouse et en Suisse. C'est d'ailleurs en Suisse qu'ils se sont réfugiés pour échapper aux questions qu'on aurait été en droit de leur poser après que la police les ait

« délivrés » de leurs ouvriers qui voulaient leur demander des comptes.

Le patronat et le gouvernement toujours prêts à voler au secours des travailleurs ont proposé un plan de « relance » qui prévoit 140 licenciements et la perspective d'une reprise en holding au bout de dix-huit mois, mais ceci bien sûr sans aucune garantie pour les travailleurs du groupe ; les syndicats dénoncent ce plan qui ne met la préoccupation de l'emploi qu'en 4^e position et alors qu'une reprise écartant tout licenciement aurait été possible.

Contre les licenciements dans la sidérurgie lorraine

Le PC dit « Achtung »



Achtung !!

L'INDEPENDANCE DE LA FRANCE EST MENACEE !

Qui a supprimé la fête du 8 mai, victoire des forces populaires sur le nazisme ? GISCARD.

Qui soutient Helmut SCHMIT lors de son ingérence dans les affaires politiques italiennes ? GISCARD.

Qui avec la complicité de CHIRAC, a trahi le G^{al} de GAULLE en faisant réintégrer la France dans l'OTAN ? GISCARD.

Qui a mis la défense tous azimut au rencart et avec l'appui de l'OTAN, fait pointer nos armes vers les pays socialistes et en particulier l'U.R.S.S. pour faire plaisir aux impérialistes allemands et U.S. ? GISCARD.

Où, mieux encore quand Helmut SCHMIT exige que le gouvernement français use de tous les moyens pour empêcher la victoire de la Gauche, qui se tait ? GISCARD.

Incroyable ! certaines de nos usines sont bradées aux allemands de l'ouest (Aciers fins) et aux U.S.A. (informatique) Qui ferme les yeux ? GISCARD.

Cela ne lui suffit pas, GISCARD veut, avec acharnement, un parlement Européen élu au suffrage Universel (ça se comprend, faites le total des voix communistes dans l'Europe et vous comprendrez facilement). Ce parlement serait à majorité allemande, les députés français peu nombreux et les députés communistes encore moins.

Il freinerait ainsi sérieusement la montée des forces populaires en Europe et surtout celle de la Gauche en France.

En bref, il mettrait à genoux notre peuple devant les capitalistes Européens, sous le joug des U.S.A. par l'intermédiaire de

l'Allemagne : Helmut SCHMIT, Joseph STRAUSS et Willy BRANDT n'ont-ils pas affirmés que la R.F.A. avait un rôle prépondérant à jouer au sein de l'Europe des 9 ?

Les démons du passé seraient-ils en train de ressurgir ? ?

Sous la botte de l'impérialisme Allemand, fini d'être communiste ou démocrate, il faudra être bien pensant car il y aura le "berufverbot" (interdit professionnel). Il faudra penser constitutionnellement l'armée sera européenne ainsi que la police. Et qui sait, un jour peut-être, les habitants du "REICH" mangeront le bifteck-frites, et les travailleurs des patates à l'eau.

Et pourquoi pas, nos enfants pendant leurs cours d'Histoire, pourront apprendre à chanter le fameux "Deutschland über alles."

WEEFER Gaston

Fac-similé du tract du PCF

En Alsace

20666 CHOMEURS EN MARS 21300 AUJOURD'HUI

La situation de l'emploi en Alsace n'est pas plus brillante que celle de la Lorraine. Et l'accueil qu'a reçu le président toujours aussi froid, en témoigne :

En mars dernier, dans un grand discours, à Colmar, il présentait un « plan pour l'Alsace » avec comme but de mettre en valeur « la façade rhénane de la France ». Giscard promettait que le gouvernement « ferait porter son effort sur tout ce qui favorise la création d'emplois de qualité ».

Dans le discours de Metz, le président de la République a confirmé indirectement les objectifs en cours dans la sidérurgie. Il s'agit de la rendre compétitive, plus moderne et donc de poursuivre les restructurations. Dans cet état d'esprit, l'Etat continuera à verser des subventions aux maîtres de forges, mais il n'envisage aucune mesure concrète pour éviter les licenciements prévus. Voilà donc les travailleurs lorrains prévenus, s'ils en doutaient encore.

Dans la sidérurgie l'heure est donc à la riposte. Nous avons déjà souligné le manque de perspectives d'action de la part des syndicats. Rien n'est prévu. Encore faudrait-il s'accorder sur les objectifs de lutte.

« Pas de licenciements ? »

Notons d'abord qu'aucune organisation syndicale, qu'aucun parti de gauche n'avancent la première de toutes les revendications : pas de licenciements. Ils restent vagues. Le débat est également centré sur la proposition du PCF de « nationaliser la sidérurgie ». On se souvient que le Programme commun n'envisageait pas cette nationalisation. Il parlait simplement de prise de participation majoritaire de l'Etat. Ce qui embarrasse le PS. Rocard est venu récemment en Lorraine pour rappeler cette position qui demeure celle de son parti. Il s'oppose donc à la nationalisation.

Le PC se contente de son côté de sa proposition sans préciser qui contrôlera, et en envisageant l'indemnisation des principaux actionnaires. Il prépare l'organisation en janvier prochain d'un référendum dans les entreprises et les communes lorraines, pour ou contre la nationalisation. L'agitation qu'il mène sur cet objectif prend par ailleurs un ton nationaliste scandaleux. Nous publions ci-contre un article extrait du dernier numéro du bulletin du PCF distribué sur Sacilor Gandrange. A peine croyable !

Il y avait à cette époque 20 666 chômeurs officiels dans la région. Ils sont maintenant 21 300 ! Et le chiffre est bien au-dessous de la réalité. Depuis le début de l'année, il y a eu, dans les seules circonscriptions de Mulhouse et Strasbourg 46 règlements judiciaires et 99 liquidations de biens. Les entreprises les plus touchées sont celles du bâtiment, de transport, des commerces, sans parler du textile.

Ainsi toute la démagogie du président sur « l'accroissement des investissements d'origine française » et le « développement des infrastructures » n'a pas avancé grand chose, sinon le nombre de chômeurs.

notes politiques

GEORGES MARCHAIS : LE RECU DU PC EST UNE MAUVAISE CHOSE POUR LES TRAVAILLEURS

Au cours d'un meeting du PC organisé salle Wagram, à Paris, pour la défense des OS, Georges Marchais a notamment déclaré : « Si le Parti communiste enregistre un recul, ce n'est pas seulement une mauvaise chose pour les communistes, c'est une mauvaise chose pour les travailleurs (...). Par contre, si le Parti communiste pèse d'un poids plus grand, il pourra agir efficacement pour que, demain, ne se reproduisent pas ces expériences malheureuses du passé qui ont vu l'union se briser sous les coups et manœuvres des puissances d'argent. »

PATRICK HENRY SERA JUGE A TROYES

La chambre criminelle de la cour de cassation a rejeté, jeudi soir, le pourvoi formulé par Patrick Henry contre l'arrêt de la chambre d'accusation de Reims qui a renvoyé le procès, le 30 septembre dernier, devant les assises de l'Aube.



Le congrès du Parti radical-socialiste s'est ouvert hier à Vichy

Deux éditoriaux des «Echos» et du «Figaro»

LA BOUGEOISIE S'INQUIETE

Les déclarations de Giscard en Lorraine et en Alsace, et celles de Barre, jeudi soir, devant un parterre patronal, n'ont pas dissipé les inquiétudes de la bourgeoisie française face à son personnel politique au pouvoir. Elle n'aura pu que tomber d'accord avec le président pour souligner que « l'effort reste à faire » ou avec le Premier ministre pour estimer que les « hausses des salaires excessives consenties dans le passé n'incitent guère à développer l'embauche ». Quand les intérêts de la classe dominante sont en jeu, on retrouve au coude à coude Chotard et Beullac, Ceyrac et Giscard, pour faire reposer sur les travailleurs tous les maux de la crise.

Il n'empêche que la bourgeoisie française n'a plus guère confiance dans son gouvernement. En témoignaient, hier, les éditoriaux alarmistes de ses deux principaux organes de presse, le Figaro et les Echos.

Dans le Figaro, Pierre Thibon note : « De la période d'appel à la bonne volonté de chacun qui avait marqué le début du plan, le Premier ministre en vient maintenant, devant le peu de réponses véritablement positives à cet appel, à l'affirmation de sa détermination à aller jusqu'au bout, fût-ce en brisant les résistances qui se manifesteraient. Ce changement de registre est évidemment

lié à l'attitude des différents partenaires sociaux qui, tant du côté des centrales syndicales que des organisations patronales, ont marqué progressivement plus de résistance dès l'instant où le plan Barre dépassait le stade d'une abstraction économique pour se traduire par des mesures concrètes et forcément douloureuses. (...) Mais il est non moins clair que M. Barre a également voulu, par l'affirmation de son autorité intransigeante, éviter un dérapage incontrôlé de la situation sur le plan politique. »

Dans les Echos, Pierre Locardel se montre plus agressif : « Le temps n'est pas galani homme pour le plan Barre. Le scepticisme, la grogne, l'inquiétude jouent contre lui. Depuis l'été, la confiance, mal sollicitée, s'effrite. Le Premier ministre sent bien qu'il faut redresser le cap et il s'y emploie de toutes ses forces. Mais est-il efficace ? (...) En outre, le ton qu'emploie le Premier ministre n'est pas davantage fait pour ranimer cette confiance. Celle-ci est un « oiseau-bohème ». Elle renacle à la menace, mais elle se donne à qui lui paraît être une force tranquille et pure. Il serait dramatique pour la lutte anti-inflation que le Premier ministre, à trop vouloir emporter l'adhésion, se départisse de l'image de calme et de maîtrise qui avait fait son crédit initial. »

La rencontre LCR - CFDT

PRECISER LE DEBAT PARTI - SYNDICAT

Dans le numéro de Syndicalisme-Hebdo précédant le conseil national et traitant des problèmes internes de la CFDT, fut publié (voir Rouge) un dossier sur la « CFDT et le gauchisme » procédant à un amalgame scandaleux entre les positions et la pratique d'un groupe ultra-gauche sectaire et les positions et la pratique de l'ensemble des organisations d'extrême gauche. C'est à la suite de cette publication que nous avons demandé une rencontre à la confédération.

La rencontre avec le secteur politique confédéral dirigé par Jacques Moreau porta essentiellement sur les rapports parti-syndicat. Jacques Moreau affirma qu'il y avait incompatibilité entre les positions léninistes et la conception de la démocratie syndicale de la CFDT.

Le léninisme concerne la conception de fonctionnement du parti. Il

nous paraît difficile à un syndicat de légiférer dans ce domaine, bien que nous soyons tout à fait prêts à avoir un débat sur le léninisme avec la CFDT.

Mais il nous semble que le syndicat ne peut exiger des militants politiques que le respect des décisions collectives prises par les instances syndicales auxquelles ils appar-



Dans «Tribune Socialiste»

MICHEL MOUSEL TIRE LE BILAN DES ELECTIONS PARTIELLES

Dans le dernier numéro de Tribune socialiste (25 novembre de 1^{er} décembre), Michel Mousel revient, en éditorial, sur le bilan des élections partielles. A propos des résultats du PSU, il explique :

« (...) Il n'est pas exclu que nous ayons nous-mêmes fait les frais d'une certaine morosité devant des perspectives que les principaux partis contribuent à rendre floues. Sans doute est-ce paradoxal, mais explicable. Nous nous efforçons d'apporter aujourd'hui, parce que nous estimons qu'il est indispensable de s'y préparer, des réponses à des questions que les masses vont surtout affronter demain. Nous devons plus que jamais préciser ces réponses sur les points les plus brûlants. (...)

« Nous constatons que le courant politique autogestionnaire ne peut trouver une assise de masse sans définir et mettre en pratique une politique d'unité avec l'ensemble de la gauche. Mais nous n'avons pu encore en donner la démonstration. Nous devons donc, à plus forte raison, la rechercher pour les prochaines municipales. »

« Nous savons que ce courant peut s'unifier si l'on en recherche progressivement la convergence politique, en respectant les rythmes propres de chacune des composantes.

(...) Bref, les résultats des élections — y compris les nôtres — ne doivent pas nous inciter à attendre des jours meilleurs, ou à nous replier sur nos débats internes préférés, mais aller de l'avant dans tous les domaines où nous nous préparons à assumer nos responsabilités. »

Après le net recul électoral du PSU, l'explication par la morosité des travailleurs est effectivement paradoxale, et peu convaincante. Quant aux conséquences politiques qu'en tire Mousel, elles ne le sont pas davantage : il conclut de cet échec qu'à « plus forte raison », le PSU doit rechercher une « politique d'unité avec l'ensemble de la gauche » pour les prochaines municipales, voyant dans cette unité le seul moyen de trouver « une assise de masse » pour le « courant autogestionnaire ».

Il nous semble que les militants du PSU devraient tirer de ces résultats la conclusion inverse : moins le PSU cherche à se distinguer de l'Union de la gauche, moins il prépare les travailleurs aux tâches à venir (ce que pourrait faire une candidature unitaire des révolutionnaires sur des bases claires), et plus sa crédibilité diminue, même sur le plan électoral. Quitte à voter Union de la gauche, les travailleurs préfèrent voter pour les « grands »...

P. J.

tiennent et le respect scrupuleux des mandats syndicaux qu'ils reçoivent des adhérents.

C'est pourquoi d'ailleurs, nous pensons que le fonctionnement des droits de tendance dans une organisation syndicale doit respecter le fonctionnement fédératif du syndicat, c'est-à-dire reposer sur des structures syndicales (syndicat, union départementale, etc.), et non sur de simples regroupements d'individus.

Jacques Moreau a apprécié notre position sur le fédéralisme syndical et le droit de tendances comme un simple aménagement tactique visant à « faire passer notre position réelle » qui serait, selon lui, le fonctionnement en « tendance politique » de type FEN. Surtout, il estima que nos propos n'étaient pas conformes à la pratique des militants LCR. A notre demande de faits précis, il se contenta d'affirmer solennellement qu'il y avait eu « manipulation au 37^e Congrès » et que les militants de la LCR reprenaient dans les syndicats les mots d'ordre avancés dans Rouge sans tenir compte de la réalité locale. Ces accusations fort vagues sont évidemment très loin du type de dossier paru dans Syndicalisme-Hebdo.

Nous avons fait remarquer à Jacques Moreau qu'à notre avis, la plus grande manipulation qu'ait connue la CFDT fut la création de la « troisième composante », des militants CFDT appelant publiquement à renforcer le PS à l'occasion des assises pour le socialisme. Que serait-il passé si des militants syndicaux appelaient en tant que tels à des assises pour construire le parti révolutionnaire ?

Jacques Moreau reconnut que « des maladresses avaient été commises » mais estima que l'important était qu'il n'y avait pas de rencontre de militants syndicaux du PS.

Faut-il se satisfaire de la division syndicale ?

Le fond politique de la discussion porta sur les conditions d'élaboration d'une stratégie politique autonome dans le syndicat. Nous fûmes d'accord pour reconnaître la nécessité d'une élaboration pour un syndicat de classe. Nous fûmes aussi d'accord pour estimer que cette élaboration devait se faire à partir d'une réflexion générale intégrant l'histoire de l'ensemble du mouvement ouvrier et d'une pratique de masse syndicale.

Mais, pour Jacques Moreau, il semblait naturel qu'une seule stratégie puisse exister du haut en bas de l'organisation syndicale comme s'il n'y avait pas un débat stratégique divisant historiquement le mouvement ouvrier en trois grands courants : sociaux-démocrates, stalinien et révolutionnaires.

Et comme si un syndicat de masse visant à regrouper l'ensemble des travailleurs pouvait échapper à ce grand débat stratégique quelle que soit la forme spécifique qu'il prenne en son sein.

Nous avons souligné la logique sectaire d'une telle position qui amène la CFDT à se satisfaire des divisions syndicales existantes, à justifier l'existence d'une organisation syndicale par stratégie politique et doit très logiquement lancer la chasse aux sorcières contre tous ceux qui ne partagent pas la stratégie confédérale, accusés d'être de simples « coucous » infiltrés dans le nid cédétiste.

R. Yvetot

Aujourd'hui

MONTREUIL

Samedi 27 novembre, à 20 h 30, à la maison populaire, 9 bis, rue Dombas, débat sur « Stalinisme et III^e Internationale », avec projection du film le Soupçon.

MONTREUIL (bis)

Samedi 27 novembre, de 17 h à 23 h, à la bourse du travail (métro Mairie-de-Montreuil), « Six heures sur le travail social », organisée par le comité de soutien aux éducateurs de Nantes.

MONTIGNAC

Samedi 27 novembre, débat animé par le comité antinucléaire de Dordogne.

BEDOUS (64)

Dimanche 26 novembre, à 21 h, à la mairie, film-débat la Fin du dialogue, organisé par le comité anti-outspan d'Oloron-Sainte-Marie.

PORS-ANQUEN

Samedi 27 novembre, réunion générale du comité breton antirépression, au centre de Pors-Anquen.

MERIGNAC

Lundi, treize opposants à la centrale nucléaire de Braud-St-Louis (région bordelaise) passent en procès. Ils ont été inculpés, sous le coup de la loi anti-casseurs, après la manif contre la centrale, en mai dernier. Dimanche, en solidarité, il y aura un gala à Mérignac, salle de la Glacière, avec des débats, des films, des variétés et un bal...

9e Congrès du syndicat de la magistrature

HORIZON 1978



Vue du précédent congrès du syndicat de la Magistrature.

Un congrès du Syndicat de la Magistrature donne toujours lieu, outre au débat général sur la vie du syndicat, à une analyse serrée de différents secteurs de l'institution judiciaire. Chaque année, sous l'égide d'un thème spécifique, les commissions du congrès fouillent les recoins les plus dissimulés du fonctionnement de la justice.

Hier après-midi, il s'agissait notamment d'examiner les formes, nouvelles et anciennes, de la répression. Première constatation : la campagne sur la sécurité porte, puisqu'entre le 1^{er} janvier 1975 et le 1^{er} juillet 1976 les prisons françaises comptent plus de 4 000 « pensionnaires » supplémentaires, alors que le nombre des condamnés était resté sensiblement stable dans le courant de l'année antérieure.

Deuxième constatation : le nombre des longues peines a fait un bon fantastique dans la même période. Troisième constatation : les nouvelles lois, sensées donner au juge plus de « flexibilité » dans les condamnations prononcées, servent, en fait, à condamner de nouvelles vic-

Le 9^e congrès du Syndicat de la Magistrature qui s'est ouvert hier au palais de justice de Paris fera date. Certes, l'on pourrait dire cela de tous les congrès que le syndicat a connus depuis sa fondation en 1968. Mais, cette fois, plus qu'en n'importe quelle autre année, le contexte politique général dans lequel se déroule le congrès risque de guider fortement la réflexion de tous les congressistes.

Il n'est sans doute pas fortuit si, en guise de conclusion à son bilan d'activité, la direction sortante du syndicat déclare : « Le Syndicat de la Magistrature est à la recherche de son identité. A l'extérieur de la magistrature on assiste à un regroupement des courants de pensée et d'action et à une bipolarisation croissante de la vie politique et sociale. » Et d'ajouter, comme s'il ne pouvait lui-même échapper à cette dynamique :

« Le Syndicat de la Magistrature doit tenir compte, même si elles restent éloignées de sa demande, des stratégies de conquête du pouvoir qu'elle débouchent sur une alternative, ou un renforcement et une radicalisation du pouvoir en place. De même doit-il préciser son identité. Eviter d'aborder le premier point serait jouer à la politique de l'autruche. Renoncer au second objectif nous relèguerait à un rôle passif. »

Un aboutissement logique

Plutôt que d'un « tournant » il s'agit de l'aboutissement logique d'une problématique constante depuis la fondation du syndicat. A force d'explorer les modes et les principes de fonctionnement de l'institution judiciaire, le syndicat a admirablement décrit — et critiqué — les rouages d'un appareil essentiel de l'Etat capitaliste. Il était fatal que cette description « déteigne » quelque peu sur l'Etat capitaliste lui-même, contagion qu'ont bien pressenti les réactionnaires de tous poils, stigmatisant le syndicat comme « gauchiste ».

Cette année encore, pour ne pas manquer à la même démarche, le congrès a été placé sous un thème, « Pouvoirs et Libertés », plus spécialement discuté dans trois commissions qui se sont tenues dans la journée de vendredi. L'une d'elle, traitant des formes nouvelles de répression, déclare dans son rapport introductif : « Le pouvoir, en recourant à cette nouvelle répression de type policier ne fait que mettre en place les moyens qui lui permettront en cas de crise politique ouverte et violente de riposter rapidement et efficacement en neutralisant les fauteurs de troubles. » Là encore, donc, 78 — ou avant ? — est pris pour ligne d'horizon.

times qui, sans elles, n'auraient pas été touchées. Des anciens textes, eux, continuent de s'appliquer comme si de rien n'était.

Il n'existe aucun secteur de l'intervention de la justice où cette tendance ne se fasse pas sentir. Certes, les magistrats résistent. Mais le pouvoir alors emprunte des circuits de dérivation, met sur pieds des procédures administratives qui court-circuitent les procédures judiciaires traditionnelles, au besoin réprime et étouffe.

Ainsi, année après année, se construit un nouveau mécanisme de la répression, débarrassé des garanties que peut se permettre d'accorder une société capitaliste au summum de sa gloire, plus adapté à une époque de convulsions et de contestation politiques et sociales.

Derniers en date du nouveau fleuron de cette répression : les trois textes de loi votés jeudi par l'Assemblée nationale (voir Rouge du jeudi 25 novembre).

G.M

dont il s'est fait l'écho et sentiment que les alternatives proposées lui sont extérieures ».

Que proposer pour réduire cet écartèlement que ressentent les militants ? Si le rapport d'activité ne donne aucune solution, il est probable que le congrès discutera, même de façon détournée, de la question. Il pourrait en résulter, à terme, outre l'accentuation des choix politiques du syndicat, une réflexion originale, de l'intérieur « du ventre de la bête », sur l'institution judiciaire après l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Georges Marion

école

Albarède, recteur de Versailles fait encore des siennes à Corbeil DES LYCEENS MATRAQUES

Par deux fois, les 25 et 26 novembre, la police a pénétré dans l'enceinte du lycée de Corbeil (Essonne) à la demande du proviseur de l'établissement et du recteur de l'académie de Versailles, connu pour son autoritarisme, M. Albarède. Les élèves qui ont ainsi été matraqués avaient l'impudence de demander le droit de réunion et des panneaux d'affichage.

Le jeudi 25 novembre, après une assemblée des lycéens, une délégation alla porter ces revendications au proviseur. Et attend sa réponse... Celle-ci fut rapide : la police chargea dans le couloir menant à son bureau, bousculant les enseignants qui s'interposaient. Le SNES de l'académie protesta dans la soirée par un communiqué. Hier matin, lycéens et enseignants, après une assemblée générale tenue dans le plus grand calme, décidaient une grève de protestation et l'occupation des locaux administratifs.

Le recteur récidiva. La police entra à nouveau dans l'établissement, « matraques au poings » selon un enseignant présent. Deux lycéennes de 15 ans furent tirées à terre par leurs cheveux. Finalement, élèves et profs arrivèrent à se rassembler dans la cour.

Durant une heure, alors que les flics quittaient les lieux, ils lancèrent des slogans : « Proviseur, démission », « Le fascisme ne passera pas »... Les flics partis, quatre cars restèrent néanmoins en faction.

Une nouvelle AG devait envisager les suites de la riposte dans l'après-

midi. Mais, entre-temps, le lycée fut fermé par décision rectorale.

MANIF DES PROFS DE GYM

Le Syndicat national de l'éducation physique de l'enseignement public (SNEP) organise une manifestation aujourd'hui pour protester contre le retard des salaires dus à des maîtres auxiliaires d'éducation physique. Rendez-vous à 15 heures, devant la gare Montparnasse.

INSTITS RETRAITES, ON EMBAUCHE

Ce qui suit est extrait d'une circulaire de l'Inspection des écoles maternelles de Besançon, qui appelle à des candidatures pour des séances de recyclages : « Les institutrices de classes enfantines seront acceptées dans la mesure où leur remplacement pourra être assuré par une institutrice retraitée. Celles qui connaissent une « institutrice honoraire » qui veut bien les remplacer le signalent avec leur inscription. Je lance moi-même un appel aux retraitées que j'ai connues ». Signé l'inspectrice M. L. Vieil. Et l'on dira après qu'il y a du chômage dans l'éducation !

COMITES DE SOLDATS La CFDT désavoue l'UD Gironde

• La confédération juge le soutien de l'UD à la publication d'un bulletin des comités contradictoire au 37e congrès

Par une prise de position du 25 novembre rendue publique, la commission exécutive de la CFDT vient d'adresser un rappel à l'ordre à l'union départementale de la Gironde qui avait apporté son soutien à la publication d'un bulletin par les comités de soldats de Mérignac et de Souges.

Les dirigeants de la confédération déclarent notamment que la décision de l'UD girondine « a été prise en contradiction avec les décisions du bureau national confédéral de janvier 76 et du 37^e Congrès confédéral ».

« En effet, d'une part, contrairement à la procédure arrêtée par le bureau national, l'union régionale d'Aquitaine n'a pas été tenue informée du soutien matériel apporté à des comités de soldats. D'autre part, les positions développées dans ces publications ne correspondant pas aux positions de la CFDT sur les problèmes de droit d'expression, d'organisation et de condition de vie des appelés (...).

« La situation actuelle des appelés et des militaires de carrière privés de ces libertés fondamentales rend difficile toute forme d'organisation. Elle favorise de ce fait la publication de textes spectaculaires, la création de comités de soldats qui ne reflètent pas toujours les préoccupations majoritaires des appelés. ».

L'union départementale publiquement mise en cause par la direction confédérale avait fait connaître les raisons de son soutien dans une déclaration publiée dans le journal des comités :

« L'UD-CFDT de la Gironde a mis son matériel à la disposition des comités de soldats pour tirer ce journal. C'est une des manifestations de soutien qu'elle peut leur apporter. »

« Pourquoi ce soutien ? Parce que la CFDT soutient tous les travailleurs qui luttent contre l'exploitation capitaliste ; la CFDT ne peut donc tolérer de voir l'armée remettre en cause des acquis de la classe ouvrière (droit d'information, d'organisation, d'opinion) et de briser des grèves (métro, éboueurs, aiguilleurs du ciel).

« La CFDT dénonce le véritable Etat dans l'Etat que constitue l'armée avec sa police, sa loi, ses tribunaux propres. Elle exige la dissolution de tous les tribunaux d'exception. »

« La CFDT s'inquiète des déclarations de Galley selon lesquelles l'armée serait « le dernier rempart de la société libérale » et celle du chef d'état-major interarmées selon

laquelle, en cas de troubles sociaux, si les forces de l'ordre traditionnelles sont débordées, l'armée servira à rétablir l'ordre.

« La CFDT dénonce l'embrigadement idéologique du contingent notamment au cours des stages « commandos », ainsi que les thèmes des manœuvres (« La Madeleine ») qui n'ont pour but que de préparer l'armée à réprimer toute mobilisation de la classe ouvrière. Ce ne sont pas les méthodes, ni les

Edmond Maire écrit jeudi à Raymond Barre pour lui demander l'arrêt des poursuites contre les personnes inculpées par le juge d'instruction auprès de la cour de sûreté de l'Etat dans l'affaire des comités de soldats. Il rappelle que le 15 janvier dernier, les avocats des inculpés avaient décidé, en violation du secret de l'instruction, de rendre publics les dossiers constitués par le juge d'instruction. La lecture de ces documents, écrit-il, montrait qu'aucune entreprise de démolition de l'armée n'avait été ourdie par les personnes inculpées, qui avaient seulement fait usage de leur liberté d'opinion.

Constatant que toutes les personnes inculpées ont été mises en liberté, il demande que le gouvernement, à qui cette décision revient, prononce l'arrêt des poursuites.

AFP

discours « fracassants » de Bigeard qui lèveront son inquiétude : dans quel but ?

« Sur les lieux de travail, la CFDT se bat pour regrouper la masse des travailleurs sur des revendications de classe. A l'armée, elle soutient les appelés qui s'organisent sur les mêmes objectifs. C'est pour cela qu'elle a décidé de mettre son matériel à la disposition des comités de soldats ; tout en se réservant le droit d'exprimer ses positions et son analyse. »

« C'est le seul moyen de garantir la liberté d'expression et la démocratie. »

UD-CFDT 33

(Tiré de Ras-le-calot, journal des comités de Mérignac et Antidote, journal des comités de Souges).

Larzac Des paysans en appel

• Jugement le 15 novembre

Le 24 novembre, la cour d'appel de Montpellier, composée en l'occurrence, de trois anciens procureurs de la République, jugeaient les 18 paysans ou militants du Larzac qui avaient été condamnés par le tribunal de Millau pour avoir pénétré dans les locaux administratifs, forcé quelques armoires pris ou déchiré quelques papiers qui démontraient, noir sur blanc, que malgré les engagements du sous-préfet de l'Aveyron, l'armée continuait d'acheter des terres du Larzac à quelques spéculateurs. M. de Bernis a vendu à l'armée plus de 2 500 000 F une propriété qu'il avait achetée 8 ans plus tôt 290 000 F !

La cour a tout fait pour se limiter aux faits. Le président n'hésita même pas à dire : « Nous ne sommes pas des citoyens mais des

juges ». Cependant, les 18 du Larzac et leurs quatre avocats (Vincent, Roux, Parodi et de Félice) ont réussi à imposer l'expression de leurs motivations et de leurs luttes depuis cinq ans contre l'expropriation que le gouvernement tente de leur imposer. Ils ont pu décrire les spéculations, les violences de l'armée, la nécessité pour eux de conserver leur travail, vu le chômage régnant dans la région. Ils ont montré la légitimité et le caractère symbolique de leur action et la légèreté du délit qu'on leur reprochait si on le mettait en balance avec les spéculations, avec le bombardement (accidentel ?) du presbytère, il y a quinze jours par l'armée.

Le jugement sera rendu le 15 décembre.

Correspondant

0,9% de hausse des prix en octobre

BARRE CHERCHE DES COUPABLES

- Pour justifier l'échec de son plan d'austérité, il accuse successivement les petits commerçants, les chômeurs... et même les patrons.
- A ce rythme là, c'est 12% pour la fin de l'année !

L'indice des prix de détail pour le mois d'octobre est en augmentation de 0,9 %. En septembre, il était de 1,1 %, de 0,7 % en août et de 1 % en juillet. A l'heure actuelle, on en est à une hausse à ce rythme correspondant à 12 % l'année. La CGT prévoit quant à elle plus de 13 % de hausse. Le mois de novembre avec l'incidence de l'augmentation du prix de l'essence s'annonce d'ores et déjà mauvais, un « espoir » subsiste pour le mois de décembre, mais rien ne permet de penser qu'une baisse effective des prix viendra comme un cadeau du père Noël à M. Barre pour limiter les remous et lui permettre d'asseoir la suite de sa politique d'austérité.

Durafour en présentant ces mauvais résultats, les a assortis des menaces destinées à lui sauver la face. Il a dénoncé les « responsables », les vrais coupables de la chose : « la résistance de certains secteurs, notamment les services aux contraintes de la nouvelle réglementation ». Expliquant que si les tendances inflationnistes persistaient dans les secteurs « responsables » de la hausse d'octobre, ils ne pourraient bénéficier de la libération des prix au premier

janvier. Na ! Ceci s'adresse notamment aux services : + 0,9 % en octobre, aux produits alimentaires : + 1,2 %, et au textile : + 1,1 %.

Ainsi comme le commente le Monde du 27/11, ce sont les « petits » qui sont visés par Barre et Durafour mais « ces résultats bien sûr mauvais » ne doivent pas être imputés en totalité aux petites et moyennes entreprises. Mais il est certain que M. Barre commence à éprouver la résistance d'une catégorie socio-professionnelle qui n'accepte pas — ou mal — de prendre à son compte les exigences de l'heure, persuadée qu'elle est que le pouvoir changera de cap dès que l'activité économique se tassera un peu trop. »

Après les déclarations de Durafour « Est-ce l'annonce d'un plan Barre n° 2, plus dur, plus contraignant, les premiers résultats de l'ordonnance de septembre n'ayant pas fait baisser la fièvre ? demande en conclusion le Monde.

Bref, les « gros » sont attentistes et fâchent M. Barre, et les « petits » n'ont pas confiance et le la chent.

Le pourcentage des infractions augmente de 4,4% en novembre

Mais à quoi sert le contrôle des prix

Après deux mois et demi de « contrôle des prix », le pourcentage des infractions est en augmentation, passant de 3,3 % au début octobre à 4,4 % à la fin novembre.

Le pari de Barre reposait, sans doute, sur l'« exemplarité » de la peine qui montre une inefficacité aussi grande que celle de la justice ordinaire. Après avoir au mois d'octobre, envoyé deux cars de flics chez un détaillant de Meudon, M. Dubois, il fait aujourd'hui passer en correctionnelle des commerçants parisiens pour pratiques de prix illicites.

Le président de l'Union des jeunes professionnels en fruits et légumes, Lucien Kherbart, doit comparaître le 15 décembre. Il avait apposé une affiche indiquant qu'il pratiquait les marges bénéficiaires fixées par son organisation. Ainsi, sur les carottes, il percevait 0,74 F au lieu de 0,50 F ; 1,70 F au lieu de 1,50 F sur les tomates ; 2,15 F au lieu de 2 F sur les endives ; 2,37 F au lieu de 1,50 F sur les artichauts. Les hausses constatées sur les pommes sont de 8,70 % et sur les poires de 44 %.

Le même jour, seront jugés sept autres commerçants : les uns pour des majorations de 0,30 F à 2 F sur les carrelages de sanitaires.

Un patron de café à St-Michel, lui, a opéré des hausses de 19 à 87 % sur des boissons, un autre, dans le même quartier, de 4 à 88 %.

A l'Etoile, majoration de boissons dans un tabac de l'ordre de 19 à 45 %. Rue Montorgueil : 20 % sur les brioches. Sur les chaussures, boulevard St-Germain, des majorations de 4 à 117 %.

Devant ces résultats, après de deux mois de blocage des prix, force est bien de constater que cette vaste opération publicitaire, bien loin de permettre une amélioration de la situation, n'a fait que rendre plus

léger le panier de la ménagère, et plus difficiles ses fins de mois. En effet, la hausse a été en octobre particulièrement forte sur les produits alimentaires, 1,1 %, et les services, 0,9 %, ce qui fait pour l'année 13,3 % pour les cafés et les hôtels par exemple.

Attention au multimètre portatif !...

D'Ornano le fin limier avait bien raison de renifler du louche et de faire appel au civisme des Français. C'est dans la tour la plus haute de Paris que se déroulait le plus gros scandale du jour : une température de 21°, voire même de 23°, dans certains bureaux ! Les déclarations de D'Ornano, étouffant de colère et retransmises immédiatement à la radio et à la télé doivent donc bien nous servir d'avertissement !

Si vous voyez des inconnus rentrer, l'air nonchalant avec un « multimètre portatif à affichage digital », attention, ouvrez vite la fenêtre pour faire baisser la température, à moins évidemment que vous ne vouliez serrer la main à notre ministre.

Au fait, en bons citoyens soucieux d'économie, si nous faisons le compte de combien dépensent d'énergie ces agents qui l'an dernier ont effectué 4 500 visites, envoyé 1 130 avertissements et encaissé 33 amendes ?

Et puis n'oubliez pas d'être civiques ce week-end : des gendarmes vont se geler sur les bords de la route, alors roulez à 90 km sur route et 130 sur autoroute, coupez le chauffage de votre voiture par solidarité avec eux, et faites leur un petit bonjour : grâce à eux on se gèlera moins !

Suzette Triton

Un rapport de l'inspection des affaires sociales

L'inégalité des chômeurs

L'inspection générale des affaires sociales qui a étudié cette année le problème des allocations complémentaires diverses de protection sociale (chômage, mutualités, vieillesse, etc.), estime qu'en matière de chômage, l'Etat devrait repenser une politique de plein emploi plutôt que de recourir au système d'indemnisation qui ne s'attaque pas aux causes du fléau.

L'assurance chômage en particulier, loin d'être un « remède », est un système complexe et injuste qui aggrave les inégalités entre chômeurs. D'après ce rapport, les distorsions s'expliquent par les conditions d'ouverture aux droits, la durée du versement des indemnités ou encore le motif de la rupture du contrat de travail.

Par exemple en 1975, 46,9 % des chômeurs touchaient deux aides, 27,2 % recevaient l'allocation UNEDIC et 24,9 % la seule aide publique. Les rapporteurs proposent donc une unification des régimes et des procédures.

Au moment où le patronat conteste sa participation à la cotisation de la caisse de chômage et veut la diminuer sous prétexte que les chômeurs ont trop d'argent, on constate que : « un salarié âgé de 40 ans et gagnant 3 000 F par mois, reçoit 3 300 F s'il suit un stage agréé par l'Etat, 2 700 F s'il est licencié pour motif économique, 1 580 F s'il tombe malade, 1 380 F s'il est licencié pour des raisons autres qu'économiques et 270 F s'il n'a pas retrouvé d'emploi au bout de deux ans ».

La prolongation de l'indemnité versée par l'UNEDIC au-delà de la période prévue (un an environ) est accordée de façon très irrégulière selon les régimes : dans 47 % des cas à Paris, 63 % à St-Etienne, 92 % à Rouen.



Les Saada dans l'appartement occupé (Maillac).

PARMI 7000 AUTRES MAL LOGES...

Rue François-Miron, Paris 4°. Un immeuble du Marais, la façade haute, un ancien hôtel bourgeois, dans le quartier promis à la rénovation. Un appartement de quatre pièces. C'est là que Yolande Saada a décidé de s'installer avec sa famille (son mari ouvrier coupeur et ses quatre enfants). Ils étaient fatigués de vivre à 6 dans une pièce-cuisine : les matelas étalés, le soir, prenaient toute la surface, celle de la cuisine comprise. Alors jeudi dernier, de nuit, ils sont rentrés dans un de ces 5 000 logements vides que compte le Marais, un logement vidé il y a peu par une expulsion.

Ce n'est pas pour le plaisir de rentrer dans une situation illégale ou pour ne pas payer de loyer : depuis 8 ans, les Saada sont sur la liste des mal-logés, depuis 71 ils sont même sur la liste prioritaire... et pas une seule proposition de logement. Dans l'immeuble où ils habitaient, au 26 rue du Roi-de-Sicile, il y en avait d'autres, des mal-logés, ils sont 7 000 sur les listes. Le relogement ne va pas vite : on connaît le cas d'une personne inscrite depuis 20 ans !

Mme Saada est ébahie dans son nouvel espace encore chichement meublé : « les enfants peuvent rentrer, avant ils ne pouvaient pas étudier ; Dans mon immeuble, j'ai une nièce qui a dû abandonner ses études à cause de ça... Et puis on a chacun un lit ». A la ville de Paris (propriétaire de l'immeuble), quand ils ont signalé l'occupation, on leur a dit : « Vous avez pris le plus beau logement du quartier ». Bel aveu. Pourquoi était-il vide ?

Un million le M2

Le Marais rénové, ce n'est pas pour n'importe qui. Rue du Parc-Royal, le M2 rénové s'affiche un million, le prix le plus fort de Paris. Comme dit l'inter-comité : « Le projet c'est Paris, capitale européenne, il faut que les travailleurs s'en aillent, ça dérange ». Ce que veut Mme Saada ? Etre relogée ? Mais pourquoi donc, puisque c'est déjà fait ? « J'y suis, j'y reste », répond-elle. Quatre pièces pour six personnes, ce n'est pas trop. C'est pourquoi, sans se démonter, elle écrit au préfet : « J'ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'obtention du titre de locataire pour l'appartement que j'oc-

cupe ». L'immeuble fait partie d'un îlot racheté par la ville de Paris progressivement depuis la rafle des juifs au Veld'hiv en 42 (de nombreux occupants étaient juifs). Maintenant, il est concédé à une société financée par la Banque de Paribas pour rénovation.

Depuis des années, les videurs tentent d'expulser dans tout l'îlot, quelques uns cèdent, mais la plupart restent réunis en comités de rue et d'immeubles fédérés dans l'inter-comité.

Pour qui il est ce logement si je pars ?

C'est aussi pour cela que Mme Saada ne veut pas entendre parler de partir : « Pour qui il serait, ce logement, si je partais ? Je ne partirai que si on est tous expulsés ».

Cette occupation est un précédent : elle est le résultat d'années de luttes, d'efforts et de refus administratifs, et dans le cas des Saada, du refus du préfet de prendre une quelconque position. C'est une famille ouvrière qui occupe et ça montre bien que « c'est la population du quartier qui en a marre ».

Yolande n'est pas seule dans son nouveau logement, des amis, des gens du quartier défilent, il faut à chaque fois courir pour ouvrir la porte : elle est si loin. Tous s'étonnent : « Alors, c'est pas plus compliqué que ça ? ». Il faut montrer patte blanche pour rentrer : simple précaution. Les flics n'ont pas montré le bout du nez, et le blocage des expulsions pour l'hiver est du côté des Saada jusqu'au 15 mars. « Rentrer dans un logement vide, c'est facile, y rester c'est le problème ».

Philippe Verdon

CAHIERS DE LA TAUPE

Un nouveau numéro

Le N° 9 des « Cahiers de la Taupe » vient de sortir.

Au sommaire :

- Quelles perspectives après le 7 octobre ? Intervention de F. Lourson au meeting organisé à la Mutualité, le 26 octobre 76, par la LCR et le quotidien Rouge.
- Dossier : la Sécurité sociale en question. Sur le fonctionnement de la Sécurité sociale et l'ampleur des attaques de la part du patronat.
- Portugal : interview de 3 militants de la Ligue communiste internationaliste, organisation sympathisante de la IV^e Internationale.
- Livres : « Autogestion ou dictature du prolétariat », un livre de Jean-Luc Dallemagne.
- Le mouvement étudiant aujourd'hui.

Prix : 3 F — Pour toute commande, écrire à Marquina, Cahiers de la Taupe, 2 rue Richard Lenoir, 93 100, Montreuil. Ou passer à la Librairie Rouge, 10 impasse Guéménée, Paris 75 004.

Métallurgie
rochelaise

LA REPRISE EN MAIN

- Deux délégués CGT et CFDT inculpés sous la loi anti-casseurs
- Des gardiens vérifient les autorisations à la porte des douches !

Lors de la reprise du travail à la SNACRP (chantiers navals) de La Rochelle, le patron avait annoncé deux augmentations sans aucune négociation, mais apparemment il s'agissait là d'une manœuvre, car depuis une sourde répression s'exerce principalement contre les délégués syndicaux CGT et CFDT.

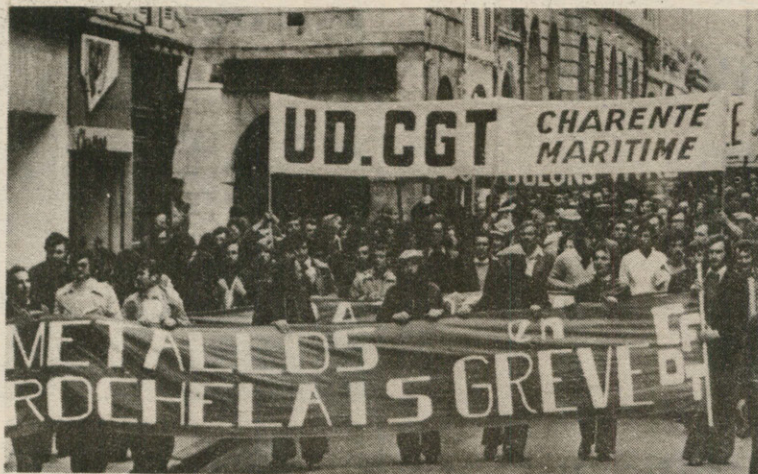
Ainsi deux délégués sont inculpés sous la loi anticasseurs, tout ça parce que des travailleurs avaient occupé la chambre patronale. Les notes de service affluent :

— le bureau de pointage devra signaler aux chefs d'équipe toutes les absences non motivées et les oublis de pointage. Le responsable de l'équipe devra demander une sanction qui sera appréciée, aggravée et appliquée suivant les cas. — revalorisation du chef d'équipe qui devra jouer auprès des travailleurs un rôle de responsable afin que les ouvriers ne s'adressent plus aux délégués syndicaux.

— pour parler afin que les chefs d'équipe portent des blouses vertes afin de les distinguer des travailleurs !

— création de différentes commissions entre direction et chefs d'équipe :

— commission heure où les absences seront analysées et des sanctions prises en conséquence : ainsi un contremaître fait la remarque selon laquelle lorsqu'on donne la feuille de paie aux travailleurs vingt



C'était au printemps dernier. Les métallos rochelais étaient alors au plus fort de leur longue grève (AFP).

minutes avant la débauche, cela fait une perte sèche pour le patron car le travailleur essaye de chiffrer sa feuille, souvent incompréhensible.

— commission douche afin de déterminer qui a droit aux douches : des gardiens sont postés devant la porte des douches et vérifient les autorisations.

Ainsi récemment quatre lettres d'avertissement ont été envoyées aux délégués CGT pour dépassement du temps de délégation. Alors qu'habituellement, toutes les heures de dépassement étaient payées au patron par le CE en fin d'année, une circulaire annonce qu'elles seront désormais défactuées du salaire.

Un mouvement de révolte

Une enquête systématique est effectuée sur les travailleurs récemment embauchés durant la période d'essai de trois mois. Vendredi dernier nous apprenions qu'un travailleur après deux mois d'essai était appelé au bureau du personnel où on

lui signifiait son licenciement.

Un mouvement de révolte a eu lieu parmi ses compagnons de travail. Le feu n'est pas complètement étouffé dans la métallurgie rochelaise.

Correspondant

Opération « ville morte » à Chazelles

La ville de Chazelles-sur-Lyon était déserte, hier. L'ensemble des organisations ouvrières, paysannes et aussi les commerçants s'étaient ralliés à une opération « ville morte ». Vous protestez contre la suppression de toute la chapellerie et le chômage qui s'ensuivra. Chazelles est le premier centre européen de chapellerie. Les licenciements sont également prévus chez Eyquem (bougies). Ceux qui restent voient la durée du travail diminuer et les salaires sévèrement amputés. Ils en sont à 24 h de travail, 32 h pour les pères de famille.

Sur la population de la ville, pour trois travailleurs, on compte un chômeur total, un chômeur partiel et un travailleur en activité. Une manifestation a eu lieu à St-Etienne l'après-midi. Un millier de personnes se sont rassemblées devant la préfecture. Une délégation a été reçue par le secrétaire de Durafour.

Correspondante

Vie syndicale Conférence de presse de l'UD.CGT Gironde

La CGT a tout d'abord insisté sur le chômage qui se développe dans la construction bordelaise. Les statistiques montrent qu'en quatre ans, les effectifs des entreprises du bâtiment et des travaux publics ont diminué, dans la région Aquitaine, de 88 850 salariés en 1972 à 76 303 en 75, soit une baisse de 12 547 emplois. Cette baisse d'effectif s'accompagne d'une recrudescence des accidents du travail.

Le nombre des accidents graves en Aquitaine était de 1 427 en 72, il était de 1 358 en 75, ce qui, compte tenu de la baisse des effectifs, fait passer la fréquence des accidents de 1,60 % à 1,78 %.

L'exploitation se fait de plus en plus brutale. Au 1^{er} octobre, quatre catégories de la grille de salaires laissait encore en Aquitaine de nombreux travailleurs au-dessous du SMIG. De plus, les licenciements se multiplient de manière sourde ; les patrons préférant licencier par petits paquets pour ne pas se heurter à une riposte syndicale.

L'action du 18 novembre appelée par la CGT et la CFDT n'a pas revêtu, signalons le, l'ampleur du 7 octobre. Ce débat n'a pas été abordé au cours de cette conférence. Et pourtant, de nombreux travailleurs, hésitants devant les grèves de 24 h, attendent des perspectives d'ensemble.

Correspondant

Fin de la grève nationale des Caisses d'Epargne

TOUT N'A PAS ETE FAIT POUR LE SUCCES

- La participation inégale a mis en relief l'absence de perspectives claires
- Les grévistes de la Caisse de Paris continuent

Hier se terminait la deuxième journée de grève nationale de la Caisse d'épargne dans toutes les caisses de France. Ce mouvement avait pour objectif de protester contre les attaques dont le statut du personnel est l'objet. Mais c'était aussi un test pour le soutien au conflit de la Caisse d'épargne de Paris qui, au 52^e jour de grève, arrive à un tournant. Face à l'intransigeance renouvelée et confirmée de la direction, le soutien au niveau des autres caisses, la solidarité qui pourra s'exprimer dans les autres secteurs (notamment les banques) sont décisifs. Le premier bilan provisoire qu'on peut tirer de ces deux journées, c'est que tout n'a pas été fait pour en assurer le succès.

A Marseille, le syndicat unifié (SUACCE) pourtant représenté par son secrétaire général (au niveau national) n'avait appelé qu'à 24 h de grève. A Lorient, la CFDT avait appelé seule à la grève, le SU s'abstenant. Ces hésitations, ces consignes contradictoires expliquent que la grève a été suivie de manière inégale. A Bordeaux, la participation n'a été que de 35 %, les travailleurs étant plutôt démoralisés. La participation, en revanche, a été assez massive à Lyon ; la section CFDT a appelé les travailleurs à continuer la grève, à la reconduire en assemblée générale.

Ce conflit est décisif dans la riposte au plan Barre ; le gouvernement veut ainsi démontrer qu'on ne peut gagner aujourd'hui, que toute lutte se heurtera à la fermeté du pouvoir et du patronat. Dans ces conditions le refus de la part des directions syndicales de porter l'action au niveau de l'ampleur de l'attaque ruine même leurs perspectives de combattre aujourd'hui sur des objectifs « concrets et négociables ». La détermination des grévistes de la CE de Paris montre qu'on peut s'appuyer sur la combativité des travailleurs pour organiser la riposte.

P.L

en lutte

LE « CHOMAGEOPOLY » DES LIP

« Les travailleurs de Lip remercient tous les camarades qui leur ont déjà commandé leur jeu « Chômageopoly ».

Les commandes enregistrées jusqu'à ce jour seront honorées pour Noël.

Mais devant le nombre grandissant de ces dernières, nous ne pouvons plus garantir la livraison des commandes nouvelles qui sont enregistrées à partir d'aujourd'hui. Ces jeux seront livrés seulement en janvier 1977.

Nous vous échangeons ce jeu contre un don de 60 F.

Veuillez libeller vos chèques à l'ordre de : Chômageopoly, et les envoyer à Rigotmuller Alain, Sainte-Olive, 01330 Villars-les-Dombes ».

Commission jeu
« Chômageopoly ».

Correspondant

QUATRIEME GREVE DEPUIS LE 7 A L'HOPITAL D'ORLEANS

Les 23 et 24, les travailleurs du Centre hospitalier d'Orléans étaient en grève. Cette 4^e grève depuis le 7 prouve la forte mobilisation de l'hôpital. Le 3 novembre, le préfet et la DASS avaient enfin accordé la 5^e semaine de congés payés, mais le conseil d'administration à sa dernière réunion refusa de l'appliquer. Cette grève est la réponse des hospitaliers. Est-elle suffisante ? C'est une question que se pose/de nombreux travailleurs.

Dans les AG, on discute aussi beaucoup de la lutte pour les autres revendications : 13 heures supplémentaires payées, 300 F pour tous, embauches d'effectifs, conditions de travail... Les travailleurs du CHRO sont prêts à continuer la lutte pour les obtenir. Il est devenu évident que seule une lutte nationale d'ampleur permettra que seule une lutte nationale d'ampleur permettra de gagner. La CGT et la CFDT se sont engagées à contacter leur confédération dans ce sens.

BORDEAUX : LICENCIEMENT D'UN DELEGUE CFDT

L'Institut régional de formation des travailleurs sociaux de Bordeaux est un modèle national pour le patronat de l'enfance inadaptée... c'est aussi un banc d'essai dans le secteur en matière de répression, de normalisation, de restrictions en tout genre.

Après deux ans et demi de formation (sur trois ans), le délégué syndical CFDT vient d'être viré, et ce pour la première fois pour motif explicitement disciplinaire.

Des contacts sont pris entre

APPEL DES TRAVAILLEURS DE L'IMRO à leur gala à la Mutualité le 30 nov.

En 1974, la direction de l'IMRO annonce trente-cinq licenciements et la suppression de tous les avantages acquis. La riposte est immédiate pour refuser les licenciements. Après huit jours de grève, la direction recule. Et malgré le recul patronal, l'action des travailleurs fut désavouée par la Fédération du livre CGT parce que nous n'étions pas passés par les procédures de conciliation.

Un an après, ce fut la fermeture de l'entreprise. Cent dix-neuf licenciements, dont douze cadres et vingt-cinq employés. Les travailleurs décident d'occuper leur entreprise en riposte à la liquidation de biens, sur les revendications suivantes : réouverture de l'entreprise, maintien des emplois.

La participation de tous à la lutte a permis de montrer que chaque travailleur pouvait être un militant actif et responsable. C'est dans la lutte que se sont révélés les travailleurs qui avaient une véritable conscience de classe. Malgré cela, six de nos camarades ont été exclus de la CGT, le 20 septembre 1976, par un bureau syndical restreint (sur vingt et un membres, il n'y avait que dix présents).

Nos camarades ont été exclus arbitrairement car nous ouvrons les portes de l'imprimerie à toutes les organisations politiques, et les débats que nous avons avec celles-ci ont permis de progresser et de renforcer notre unité. Nous nous battons pour l'unité de la classe ouvrière, et c'est à chaque syndiqué, qu'il soit CGT ou CFDT, de la faire. C'est ce que nous avons pu faire au niveau de l'IMRO. Pour nous, le syndicat ne doit pas être l'instrument de quelques-uns qui pensent pour les autres, mais l'affaire de tous, de façon que le syndicat soit réellement notre outil de lutte ; c'est de cette manière que le syndicat se renforce, devient un instrument réel pour les travailleurs.

Sans arrêt, nous avons pris de nombreuses initiatives : occupation de Paris-Normandie, de la cathédrale de Rouen, etc, sortie d'un journal Spécial-licenciements, vingt séries d'affiches, des tracts, bandes dessinées, etc.

A toutes ces initiatives, de nombreux militants, tant CGT que CFDT, ont participé. Pour populariser leur lutte, les travailleurs ont participé à toutes les initiatives de coordination des luttes. Pour rompre l'isolement où le pouvoir veut nous enfermer, pour riposter centralement, pour gagner, les travailleurs en lutte sur l'emploi ont besoin de se coordonner, de prendre des initiatives en commun.

Nous appelons les travailleurs et les travailleuses à participer au meeting-gala de solidarité à l'IMRO qui se tiendra le 30 novembre, à partir de 18 h, à la Mutualité, à Paris, pour soutenir notre lutte pour l'emploi ainsi que manifester le soutien aux six exclus de la CGT.

Les travailleurs de l'IMRO en lutte

Aujourd'hui, ouverture des assises nationales du nucléaire à Cherbourg

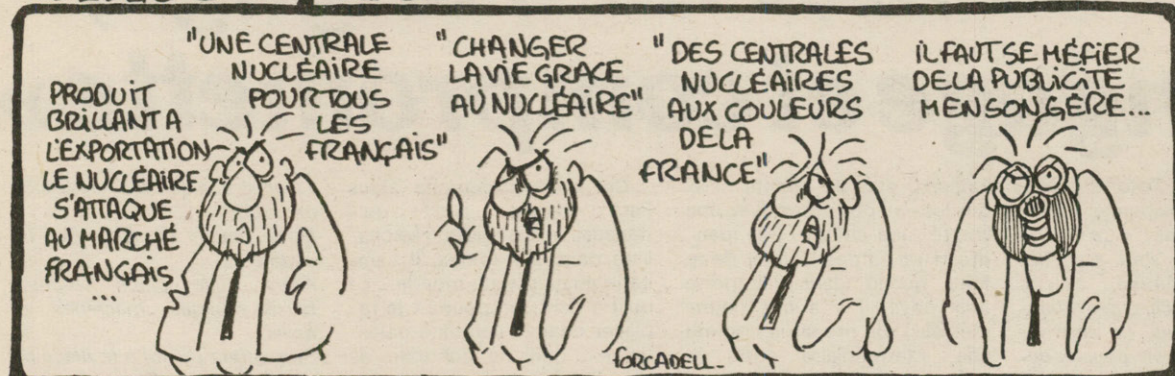
Aujourd'hui s'ouvrent les Assises nationales du nucléaire organisées par le collectif créé par la CFDT, CGT-FO, SPAEN du CEA de La Hague et l'US-CFDT de Cherbourg. A ses assises ont été confiés des organismes officiels, le CDA, EDF, les partis politiques,

les organisations syndicales, des groupes écologistes et de nombreuses personnalités favorables ou opposées au nucléaire. Au cours de ces assises qui se termineront dimanche se tiendront des tables rondes et des discussions générales. Il y aura une exposition

permanente sur le nucléaire et une animation avec chanteurs, bal, kermesse.

Nous avons interviewé les grévistes CFDT de La Hague qui en sont à leur 65^e jour de grève et ont joué un rôle moteur dans l'organisation de ces assises.

White Spirit nouvelle formule



Entretien avec des grévistes CFDT de la Hague

● Que s'est-il passé après l'envoi de lettres demandant au personnel d'adhérer à la COGEMA ?

Cet envoi nous a permis de faire comprendre au personnel qu'il y avait autre chose qu'un changement de statut : la sécurité, et aussi les problèmes du contrôle d'une industrie comme celle du retraitement par les pouvoirs publics : On peut tout craindre d'une société privée qui s'empare d'une usine de retraitement. Chez nous, la sécurité représente environ 10 % du chiffre d'affaires, 10 % d'un chiffre d'affaires de l'ordre de 100 millions par jour, on voit où ça peut mener à la fin de l'année... Ainsi, à travers notre grève, le personnel a pu comprendre que les statuts, c'est une chose, mais qu'il y a autre chose derrière (...).

On constate que toutes les grosses sociétés du pétrole sont aujourd'hui présentes à tous les stades du cycle du combustible, sauf à celui du retraitement. Par le biais de la COGEMA, elles peuvent espérer y entrer : Certes, la COGEMA est actuellement à 100 % à capitaux CEA, mais déjà les statuts prévoient une participation du CEA de 51 % seulement. C'est sûr que c'est la majorité (Giscard vient de nous le prouver), mais ça veut dire qu'il y a 49 % disponibles qui pourraient bien être achetés, supposons, par le PUK ou Creusot-Loire.

On a choisi la filière américaine à eau légère. A La Hague, on a construit l'atelier HAO pour traiter les combustibles provenant des centrales à eau légère, alors que la recherche en est aux balbutiements ; Résultats : en deux mois, on a traité tout au plus une trentaine de tonnes avec les pires difficultés. Si les essais ont « marché » (et il faut voir comment), c'est uniquement parce que les travailleurs ont fait un gros effort afin de préserver l'outil de travail.

Il n'est pas concevable d'appliquer les critères de rentabilité au retraitement (...).

Dans une autre usine, s'il y a une panne et qu'il faut couper un tuyau, ça demande trois minutes. Dans le nucléaire, ça peut durer deux jours : il faut isoler la zone, envoyer 5 à 10 travailleurs successivement pour limiter la dose ingérée par chacun... C'est ce que nous montrons dans notre film *Condamnés à réussir*. Si on laisse faire la COGEMA, elle proposera aux gens des primes un peu conséquentes, et on n'enverra qu'un travailleur au lieu de cinq ou dix.

● Pensez-vous qu'une usine puisse fonctionner sans danger pour la population ?

Il faut bien voir que le niveau de risque pour la population est directement lié au niveau de risque pour les travailleurs : Les conséquences pour la population n'apparaîtront vraiment que dans deux ou trois générations. Mais ça ne donne pas le droit de prendre le risque. Notre souci de l'environnement n'est pas de la démagogie. Il y a réellement des problèmes sérieux quoi qu'en disent certains hauts responsables. Je connais un responsable important au niveau européen de la radio-détection qui dit : « Mois, ce que faisaient mes arrière-grands-parents, je m'en fous. Ce que feront mes arrière-petits-fils, je m'en fous également ». Le directeur régional d'EDF explique qu'il était responsable d'une centrale à charbon qui faisait un mégawatt et qu'il va devenir directeur d'une centrale de 5 200 mégawatt !

On fait avec le nucléaire comme avec la prévention routière : on met un stop à un carrefour à partir d'un certain nombre de morts. Au niveau de la station des effluents, on en est à la 19^e fuite dans la canalisation de rejet. Chaque fois, des milliers de millicuries sont dispersées dans l'environnement. On ne devrait pas accepter de recommencer à faire tourner les installations tant que cette canalisation n'est pas réparée.

● Cela ne pose-t-il pas le problème du contrôle des travailleurs ?

En France, on en est encore loin. Quand on défille en ville en criant « Contrôle populaire sur le nucléaire », cela veut dire avant tout : une information obligatoire du CEA, contrôlable par la population, la publication automatique de tous les comptes rendus d'analyses, alors qu'en ce moment les maires peuvent obtenir tout au plus les résultats des contrôles terrestres effectués sur leur commune.

● Que pensez-vous du mot d'ordre : « Non au nucléaire » qui était avancé par le CRILA à la manif de Flamanville ?

La position confédérale, vous la connaissez : la CFDT n'est pas à priori contre l'énergie nucléaire, mais l'accélération du programme français l'amène à demander un moratoire et un débat public.

La centrale de Flamanville entre par exemple dans le cadre de ce moratoire. De là à dire qu'on est contre cette centrale, c'est un pas

qu'on a pas encore franchi. Le projet doit être suspendu aussi longtemps qu'il n'y a pas eu un débat public, et qui dit débat public dit débat parlementaire : il n'y a pas eu de vote du projet électro-nucléaire au Parlement ! Les assises d'aujourd'hui servent à ça : nous essaierons d'y impulser le débat qui aurait déjà dû avoir lieu.

Chacun doit venir dans un souci constructif et avec l'intention de discuter sérieusement. Nous pensons pour notre part, qu'on sera obligé de passer par le nucléaire.

● Peut-on laisser le Parlement décider ? Peut-on fixer un moratoire à trois ans d'un point de vue technique ?

Oui, ces trois ans sont liés aux élections, mais nous pensons qu'ils sont nécessaires pour informer et débattre ; on ne peut pas non plus demander un moratoire illimité. Trois ans, c'est bien pour atteindre un bon niveau de réflexion. Pour le débat parlementaire, nous pensons que c'est un minimum. En France, on aura beaucoup de mal à faire admettre l'idée de contrôle populaire et à ce qu'il soit effectif, car notre pays est loin d'être une démocratie.

Pour nous, par exemple, c'est difficile. On arrive au 65^e jour de grève avec rien de positif à présenter au personnel. S'il y avait une ouverture importante de l'administration au sujet des statuts, il est sûr que le travail reprendrait. L'ensemble du personnel n'en est pas au même point que nous, syndicalistes.

Mauvais Français, gare à vous

Mais non, votre essence ne sera pas rationnée. Seulement, attention, la crise des approvisionnements en hydrocarbures étant ce qu'elle est, la chasse aux gaspilleurs est ouverte. Gaspilleurs ? Oui, pas seulement ceux qui roulent pour le simple plaisir de consommer de l'essence — et qui, chacun le sait, sont légions — mais aussi ceux qui roulent trop vite. C'est hier qu'a été ouverte cette nouvelle saison de chasse aux excès de vitesse : gendarmes partout sur les routes et aussi ces merveilleux petits radars qui



Vaccinations: HOU HOU, FAIS MOI PEUR

Le débat sur les vaccinations va crescendo. Nous précisons à nouveau que l'article du 19 novembre, signé CS n'était pas un article de la rédaction, mais d'une collaboratrice, non membre de la LCR. Sans doute aurions-nous dû le préciser clairement. La lettre qui suit nous vient d'un militant, interne en médecine.

Il est à la mode dans une certaine fraction de la petite bourgeoisie, soi-disant « écologiste » de refuser les vaccins : alors, comme souvent, la Ligue, très sensible à ce type de pression, emboîte le pas. Voilà comment des marxistes-révolutionnaires en viennent à défendre des théories antiscientifiques et obscurantistes...

Il est vrai que certains vaccins provoquent des accidents parfois graves, que les vaccins sont une denrée lucrative pour les labos, et que la bourgeoisie sait parfaitement utiliser la science pour aliéner un peu plus les travailleurs.

Mais il faut vraiment la cécité et l'individualisme d'un petit bourgeois français assis tranquillement dans son fauteuil pour ne pas voir les ravages que font encore la lèpre, le choléra, la diphtérie, ou la variole dans plusieurs régions du monde. Allez dans ces pays dire aux médecins qui mentent quelques médicaments, allez leur dire que les vaccins ou les antibiotiques, c'est de la merde. Il est certain que l'amélioration du niveau de vie et des conditions d'hygiène est pour beaucoup dans les résultats obtenus contre les grands fléaux, mais les vaccins ont rendu et rendent encore des services innombrables, car il ne faut pas,

comme fait l'article, opposer hygiène et vaccinations : les deux sont liés ; les chiffres d'Ilitch sont probablement véridiques. J'en ai à votre disposition qui sont tout à fait réels et qui démontrent mille fois que ce sont bien les vaccinations, et pas les antibiotiques qui ont fait reculer certains fléaux. Même si, grâce aux vaccinations, la mortalité infantile n'a diminué que de 10 %, c'est déjà appréciable.

L'auteur cite ensuite le D^r Leroux : « Les vaccins donnent le cancer. » « Affolant », dit-il. Ce qui est surtout « affolant », c'est d'affirmer cela sans aucune preuve. Si seulement c'était aussi simple, ce D^r Leroux aurait le prix Nobel actuellement, car il aurait fait une grande découverte. Naturellement, le rédacteur prend cette affirmation pour argent comptant, alors qu'il se plaint par ailleurs que l'on affirme sans preuves que les vaccins ne sont pas dangereux. La pilule aussi, « donnait le cancer », il n'y a pas si longtemps...

France-Dimanche titrait récemment : « Un médecin dit : « Le vaccin contre la grippe peut tuer. » C'est le « hou-hou, fais-moi peur » qui se répand comme une trainée de poudre par concierges interposés. (...)

On n'en a pas fini avec l'amiante

Une conférence de presse était organisée jeudi par le collectif intersyndical de sécurité CFDT-CGT-FEN du centre Jussieu avec les fédérations CFDT-CGT du bâtiment, de la chimie et de la métallurgie ; étaient également présents la CFDT Férodo, l'Association écologique de Condé, la revue *Que choisir* ? et des médecins.

Différentes interventions ont eu lieu évoquant les conditions de travail dans les usines où est utilisée l'amiante (amiante-textile Amisol et Ferlam, amiante-ciment comme Eternit ou Evertube, plaques de freins chez Férodo). Ce fut un dur démenti pour la propagande des chambres de l'amiante. A Ferlam, par exemple, les ouvriers, pour tenir les cadences, sont obligés de prendre l'amiante à la brassée. Férodo de son côté ne tient pas à trouver un produit de remplacement parce qu'il est contrôlé par une société multinationale

anglaise Turner and Newall qui possède des mines d'amiante notamment au Québec. Face à ce problème, le gouvernement et les diverses instances officielles sont inertes.

Un camarade du collectif de Jussieu expliqua que les stations de ventilation, les postes de redressement du courant et même une portion du tunnel du métro étaient floqués à l'amiante. Le flocage est un procédé employé à Jussieu qui permet de projeter de l'amiante avec de l'eau et un liant. A Jussieu le recouvrement de l'amiante n'est pas fini. Saunier-Seitè attend toujours alors que Haby a pris l'engagement de fixer tous les flocages des écoles.

Curieux ; le même jour que la conférence de presse du collectif, Férodo avait décidé d'inviter la presse à visiter ses usines et les avait fait nettoyer pour la circonstance...

Une nouvelle brochure sur l'amiante et la sécurité a été publiée par le collectif. Elle coûte 26 F et se commande au bâtiment H de la fac de Jussieu (Paris 5^e)

Réunions de soutien aux éducateurs de Nantes

Aujourd'hui, à Montreuil, à la bourse du travail (Métro Mairie-de-Montreuil) de 17 h à 23 h, « 6 heures » sur les luttes des éducateurs, organisées par le Comité de soutien aux éducateurs de Nantes.

Forum, commissions, spectacles, animation, film, expos.

6 heures aussi à Nantes aujourd'hui en soutien aux éducateurs et notamment à Léon Lanoé, condamné à 4 mois de prison avec sursis et qui repasse en appel le 15 décembre à Rennes. Ces 6 heures auront lieu à Sainte-Luce/Loire, à la salle municipale. Il y aura là de nombreux groupes dont Mass Devia, de la guitare celtique, et des sonneurs bretons. De la bouffe aussi, bien sûr.

Au fil du Festival de la chanson de femme



Entretien avec Claude Antonini

« Maudite la poésie dont pas un mot ne s'engage, s'engage et compromette »

Je fais mienne les fautes
Je ressens les souffrances
Et respirant, je chante, je chante, chante,
Chante, et chantant au delà de ma peine,
de mes peines personnelles,
j'avance, j'avance ... »

Gabriel Celaya

Ce qu'a dit Toto Bissainte (chanteuse haïtienne dont nous reparlerons : « Ce que je chante ce ne sont pas des chansons d'homme, ce ne sont pas non plus des chansons de femmes, ce sont les chansons de mon peuple opprimé », je m'y reconnais complètement.

C'est le problème important, car si on a une nouvelle société à construire, elle sera formée par des hommes et des femmes. C'est dès maintenant qu'il faut y penser : quand des hommes me soutiennent, je les soutiens aussi, c'est un problème de classe.

Cela transparait dans ce que je fais puisque je chante des poètes qui sont arabes,

haïtiens, etc. Je chante ceux qui luttent pour retrouver une liberté, une culture, une identité. Tu n'as pas le droit de te taire quand dans n'importe quel pays, il y a des opprimés (ées). Je me situe comme une intermédiaire entre le poète et les gens qui viennent m'écouter. Je transmets au moyen de la musique et du chant leurs paroles.

Dans le domaine « culturel », nous jouons un rôle important, nous participons au changement pour un monde nouveau. Il y a une classe opprimée de par le monde et c'est celle-là qu'il faut défendre. Cela va largement au-delà de la France. Je suis profondément internationaliste.

Ce qui m'accroche dans Paul Keineg, c'est qu'il dépasse la dimension régionaliste dans ses textes. Il s'engage au niveau du monde... ce qu'il a écrit, on pourrait le replacer dans le contexte palestinien... dans le contexte de tous les pays où existe une oppression.

Ce que je fais concerne tout le monde, enfin... sauf la droite... Ceci dit, je ne voudrais pas chanter pour une chapelle.

Je chante aussi ceux qui sont vivants... Ceux qui à travers leur écriture sont en prise directe sur la vie quotidienne, l'oppression des femmes. Ceux qui sont en prise directe sur la réalité.

« Car si quelque jour exsangue exproprié
Notre peuple cessait d'être un peuple
Alors mille crocs crochets
barres lances machines et fusils
Surgiraient du sol à la place de l'herbe et des fleurs »

Paul Keineg

Propos recueillis par Jeanne Vandale

Le festival de la chanson de femme se poursuit ce dimanche à 14 h 30 au Théâtre Mouffetard. 76, rue Mouffetard Paris 5°. Tél : 567.26.77. Ce dimanche 28 novembre chanteront : Francine Reeves (Québec), Dominique Lavanant, Ann-krist (Bretagne), Maripol (Bretagne), Béa Tristan.

Claude Antonini a écrit une chanson parlant du massacre de Tell-el-Zaatar :

« Il y a toujours un endroit sur la terre
où les enfants s'endorment les yeux grands ouverts
Colline du Thym, colline des Amandiers blessés
Colline du Thym, colline je connais des étés
Colline tes ruelles bruyantes et tes enfants décidés
Colline du Thym, colline tes mères attentives et fières
Avec leurs deux bras noués enfantent les oliviers ».

Claude Antonini, une chanteuse dont le chant et la force sont les porteurs d'émotions révolutionnaires.

Claude Antonini a participé activement à la tenue du Festival de la chanson des femmes. Elle chantera au Cloître, 19, rue Saint-Jacques (sauf dimanche et lundi) à 22 h 30 du 1^{er} au 11 décembre. Elle a fait un disque : « Claude Antonini chante Paul Keineg » (Alvares C 94).

Pour Biermann

Une cinquantaine d'écrivains français ont publié hier un appel en faveur de Wolf Biermann pour protester contre la répression dont il est l'objet de la part des autorités est-allemandes. Les signataires, qui se déclarent partisans de la liberté d'expression et de création absolue indiquent que les raisons invoquées pour déchoir Biermann de sa nationalité et l'interdire de séjour ne leur paraissent pas fondées et ne peuvent justifier de telles mesures.

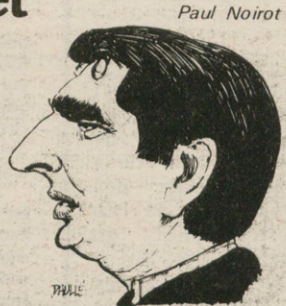
Parmi les signataires figurent Louis Aragon, Jean-Louis Bory, Hervé Bazin, Jean Cas-sou, Alain Bosquet, Max-Pol Fouchet, Guillevic, Hubert Juin, Raymond Jean, Bernard Pingaud, Armand Lanoux, Anne Philippe, Robert Sabatier, Philippe Soupault, Vercors, Luc Bérimont, Mohamed Dib, Jean-Pierre Hammer, le traducteur de Biermann et Vercors.

Informé de la déchéance de nationalité prononcée contre Wolf Biermann pour délit d'opinion, le Bureau national du SNEP (Syndicat national Education physique) exprime sa réprobation et décide d'intervenir auprès des autorités de la RDA pour le retour de l'intéressé dans son pays et le respect des libertés d'expression.



Pierre Daix

A propos des autobiographies de Pierre Daix et



Paul Noirot

Paul Noirot

L'historiographie du PCF vient de s'enrichir de deux contributions importantes : J'ai cru au matin, de Pierre Daix, et la Mémoire ouverte, de Paul Noirot. Leurs auteurs ne sont pas des résistants de la dernière heure venus au PC dans les fourgons de la victoire. Au moment où ils s'engagent, l'adhésion signifie lutte illégale, prison, tortures, déportation. Au terme de ce périple, Noirot se retrouve à Buchenwald, Daix à Mathausen, où ils poursuivent le combat.

Comment ces jeunes intellectuels révolutionnaires sont-ils devenus des « clercs de l'église stalinienne » ? Comment ces anciens des camps de la mort ont-ils prêtés main-forte aux bourreaux du goulag ? Telle est la première question que se posent Daix

et Noirot, sans masochisme, ni complaisance.

A la Libération, l'un et l'autre sont cooptés dans l'appareil. Mais pas au même niveau. Secrétaire de Tillon — sur recommandation de Rabaté, chef communiste de Mathausen —, Daix est, à 23 ans, membre du cabinet ministériel de l'Aviation, puis de la Défense. De promotion en promotion, il devient directeur du grand quotidien communiste Ce Soir. A ce titre, il assiste chaque semaine au secrétariat du parti. Protégé d'Aragon — qui en fera le rédacteur en chef des Lettres françaises —, familier de Casanova, l'étoile montante du PC, Daix est un enfant du sérail.

Paul Noirot, lui, n'évolue pas à cette altitude. Directeur adjoint de Démocratie nouvelle, membre de la section économique du Comité central, protégé de Jacques Duclos, l'actuel directeur de Politique-Hebdo est un permanent de rang moyen.

Complices ou imbéciles ?

Mais l'intérêt majeur des deux livres réside dans leur effort pour répondre à la question des étudiants praguais du printemps 1968 : « Etiez-vous complices ou imbéciles ? »

Question qui en comporte une autre, subsidiaire mais brûlante : pendant combien de

temps encore le PCF restera-t-il complice ou imbécile ? A quelles conditions, dans quelles circonstances peut-il rompre réellement avec le stalinisme ? Au profit de quoi ?

A la question du « Comment purent-ils être staliniens », la réponse du manque d'information ne tient pas. Qui voulait savoir le pouvait. En témoignent non seulement la constante dénonciation trotskyste des crimes de Staline, mais encore les prises de position de larges secteurs de l'intelligentsia progressiste : « Il n'y a pas de socialisme quand un citoyen sur vingt est au camp », écrivaient Sartre et Merleau-Ponty en 1950.

La stalinisation de la génération communiste de la Résistance dit Noirot, résulte plutôt des conditions concrètes de la lutte des classes à la fin des années 40 : exacerbation de la Guerre froide, annonçant une nouvelle conflagration mondiale ; discrédit de la bourgeoisie française et de sa « classe politique », dilapidant l'acquis moral de la Résistance dans les guerres coloniales et le réarmement de l'Allemagne. Prestige immense de l'URSS ; absence d'alternative politique un tant soit peu vivante dans les masses...

Bien entendu, au niveau où évoluent Daix et Noirot, un autre élément entre en jeu : « Rétrospectivement, écrit Daix, réaction me fait mesurer qu'en 1952/54, je n'avais pas été aussi dépourvu d'ambitions politiques ».

que je m'en persuadais. » Pour les membres de l'appareil, les attraits de la carrière s'ajoutant à la conjonction de la Guerre froide, expliquent le fanatisme stalinien.

Une bataille-clé

Les témoignages de Daix et de Noirot mettent en évidence un fait que l'extrême gauche tend à sous-estimer : la virulence au sein du PCF de la contradiction entre le totalitarisme bureaucratique (celui des pays de l'Est comme celui de l'appareil), et les aspirations démocratiques des militants. C'est l'exacerbation de cette contradiction qui a produit jusqu'à ce jour les effets les plus tangibles. Cette contradiction, ce ne sont pas les proclamations de foi démocratique de Georges Marchais qui vont l'atténuer, au contraire. De nombreux militants exigeront que l'on passe aux actes. En témoignent certaines assemblées préparatoires au XXII^e congrès.

Après les ruptures avec le PCF, les itinéraires de Daix et de Noirot bifurquent. Le premier cherche dans Lénine et dans Marx les prémisses de la politique brejnévienne, le second passe d'une dénonciation humaniste et libérale du stalinisme proche des positions « italiennes » à la recherche d'une alternative stratégique. L'hebdomadaire Politique-Hebdo s'ajoute à la revue Politique-Aujourd'hui.

Henri Weber

Samedi à 20 h 30 sur



Les scrupules de Maigret

(d'après Simenon, réalisé par J. L. Müller)

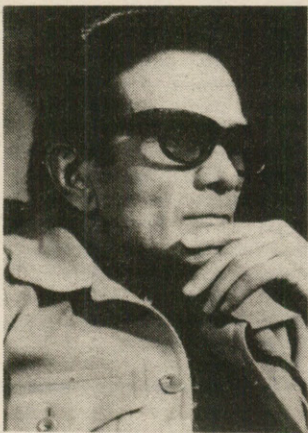
Ça vous étonnera sans doute, car le dernier Maigret en date (*Maigret chez les Flamands*) avait des accents fascinants : celui d'aujourd'hui est un policier à scrupules. Mieux, il ressemble fort à un vieux bonhomme qui ressasserait dans sa tête des vieux airs de jazz, tout en faisant semblant de s'y retrouver dans le drame familial de Xavier Marton, chef du rayon des jouets au magasin du Louvre. Comme tous les autres personnages somnambules de cette histoire tournée dans un Paris gorgé de soleil et de flics — et malgré tout curieusement provincial — les mots qui sortent de sa bouche sont impuissants à traduire son rêve, sa petite musique intérieure.

Jean-Louis Müller, réalisateur du film des travailleurs du *Parisien libéré*, a presque réussi ce qui est le plus difficile des

exercices : le traitement « décalé » d'un insipide sujet de commande. Ce qui ressort en général des adaptations bâclées des romans de Simenon à la télé, c'est une minable trame policière. Ici, il n'en reste rien, sauf dans les cinq dernières minutes.

Pour la génération de ceux qui ont eu vingt ans en mai 68, Müller est une sorte de grand frère. A elle, la musique pop et la nouvelle vague ; à lui, le jazz cool et la veine populaire (dans le meilleur sens du terme) du cinéma français (Becker). Pour un peu, on aurait envie d'écrire de ce Maigret, ce que Godard écrivait de *Monty Python* 19 : « Bâclé, mal joué, mal ficelé, mais sublime. »

J. R.



Pasolini

Dans l'objectif

GRENOBLE

Le samedi 27, les groupes femmes de Grenoble présentent des films québécois réalisés par des femmes, à propos des femmes. A 15 heures, au ciné-comptoir, 2, rue Manuel-Desprez. On peut boire un coup pendant la projection.

Même jour, mais à 20 h 30, à la maison du quartier de la Villeneuve de Grenoble, Marti chante la révolte du Midi. Un débat sera animé par Vialade pour le Comité d'action viticole de l'Aude. Prix d'entrée : 8 F. C'est organisé par l'Institut d'études occitanes et VRA.

LA ROCHELLE

Chanson à la maison de la culture, 11, rue Chef-de-Ville, avec Jacques Bertin et Michel de Maulne. Ça se passe à 21 heures et ça coûte 15 F.

LOUVECIENNES

A la salle des fêtes de la mairie, pour douze francs, un concert de Henry Cow, le groupe anglais le plus politisé de tous les groupes anglais. Et, en plus, il fait de la musique. Trois mecs et trois nanas aux sons étranges venus d'ici et d'ailleurs. 21 h.

CHELLES

Le GRASP, groupe de recherche pour une animation sociale et populaire, organise, le dimanche 28 novembre au centre culturel, un festival musique-théâtre avec Arachnoïde, Théâtre de la Gnole, Zai, Contact et HLM. 15 F pour l'après-midi à partir de 14 h.

CRETEIL

Samedi à 21 h, à la MJC Mont-Mesly, 100, rue Juliette-Savar, 94 000, Créteil, soirée folk avec le groupe Gwendal.

ANNECY

On murmure que Gong y joue ce soir à 21 h, mais où ?...

ARGENTEUIL

A la salle des fêtes Jean-Vilar, on a le choix entre le cinéma, avec le festival J-L. Godard et la chanson avec le récital de Claude Nougaro.

AUBERVILLIERS

Samedi, à 20 h 30 et dimanche à 17 h, Schippel ou le prolétaire bourgeois.

PARIS

Samedi 27, de 14 h à 24 h, « 10 heures avec le foyer calédonien en lutte ». Forums, débats, chansons, bouffe, boissons. Au foyer : 12, rue des Ecoles, Paris 5^e.

Le centre américain du boulevard Raspail est américain du Sud, ce soir à 21 h. Il se met à l'heure brésilienne avec le duo de Teca et Ricardo. Places : 20 F et 12 F.

Le groupe français de « rock progressif » Mosaik joue au théâtre Fontaine, ce soir à 18 h 30.

Au même endroit, à 20 h 30 et jusqu'au 29 novembre, le chanteur de rock français Jacques Higelin.

Robert Charlebois, chanteur québécois, au palais des Congrès, jusqu'au 8 décembre.



Higelin

OBJECTIF 77

Ventes
Paris Surface

Novembre

Mercredi 24

2668

Jeudi 25

2878

Souscription

ANCIEN TOTAL 271099,00
J.-M. P. Paris 17^e 200,00
Y. G. Gagny 200,00
A. C. Orléans 100,00
GT PTT St-Lazare 100,00
C. M. Paris 5^e 100,00
N. B. Nantes 50,00
J. E. Giens 200,00
Diffuseurs St-Girons 151,98
NOUVEAU TOTAL 272200,98

Demain, hommage national à André Malraux



Télévision

Samedi 27 Novembre

TF 1

- 18.05 Trente millions d'amis
- 18.40 Magazine auto-moto
- 19.10 Six minutes pour vous défendre
- La sécurité des jouets
- 19.20 Actualités régionales
- 10.40 Eh bien raconte
- 20.00 Journal
- 20.30 Récital Guy Béart
- Avec ses nouvelles chansons
- 21.30 Mac Coy
- Ni Horace Mc Coy, l'auteur de *On achève bien les chevaux*, ni Mc Coy Tyner, le pianiste de John Coltrane. Mais une série américaine avec Tony Curtis.
- 23.00 Journal

A 2

- 13.00 Journal
- 13.45 L'aube des hommes
- Cette série sur la préhistoire aborde aujourd'hui la période glaciaire. Pas ça qui va nous réchauffer
- 14.35 Les jeux du stade
- Rugby et hand-ball
- 17.10 C'est pour rire
- Mais c'est bête à pleurer.
- 18.00 La course autour du monde
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 La caméra invisible
- 20.00 Journal
- 20.30 Les scrupules de Maigret
- (voir Samedi sur l'A 2)
- 22.05 Les gens heureux ont une histoire
- 22.45 Drôle de baraque
- Café-théâtre consacré ce soir aux Antilles : avec Tota Bissaint et Yvan Labejoff
- 23.25 Journal

FR 3

- 19.40 Un homme, un événement
- La lutte contre la pollution dans le bassin d'Arcachon
- 19.55 Flash journal
- 20.00 Thalassa, magazine de la mer
- Les îles envahies par le tourisme et la recherche du profit
- 20.30 Frankenstein
- Deuxième et dernière partie du film-TV américain tiré du célèbre roman de Mary Shelley
- 22.10 Journal

Dimanche 28 Novembre

TF 1

- 13.00 Journal
- 13.20 Vive le cirque
- 14.00 Les rendez-vous du dimanche
- Variétés et cinéma (seul intérêt : une séquence du film de C. et M. Lamour *l'Héroïne du Triangle d'Or*)
- 15.35 Direct à la une (sports)
- 17.10 La rage de survivre (film TV)
- 18.40 Les fastes sonores de la vénerie
- 19.15 Les animaux du monde
- 19.45 Journal
- 20.30 L'affaire Mattei
- Un film de Francesco Rosi, avec Gian-Maria Volonte
- 22.20 Harlem
- Le ghetto noir de Manhattan, la vie de ses habitants : leurs combats politiques. Ses écrivains, ses artistes. Une émission de la télévision suédoise à ne pas manquer.
- 23.15 Journal

A 2

- 13.00 Journal
- 13.00 Kim et Cie
- 14.00 Monsieur cinéma
- 14.55 Los Bravos (western TV)
- 16.20 Des animaux et des hommes
- 17.10 Résultats sportifs
- 17.15 Chacun chez soi
- 18.05 Super Jaimie
- 19.00 Stade 2
- 20.00 Journal
- 20.30 Music hall
- Carnaval à Rio
- 21.35 Rush (série)
- 22.30 Chefs d'œuvre en péril
- l'art baroque en Bavière
- 23.20 Journal

FR 3

- 11.00 Emissions pour les travailleurs immigrés
- 17.30 Flash journal
- 17.35 Pour la jeunesse
- 17.50 Méditerranée
- Rome, vers l'unité
- 18.45 Spécial TOM-DOM
- 19.00 Hexagonal
- 19.55 Spécial sports
- 20.05 La flèche noire (feuilleton)
- 20.30 Laurel et Hardy
- 21.00 L'homme en question
- Guy Druet
- 22.00 Le court métrage français
- Avec le *Chant du Styrien*, d'Alain Resnais
- 22.15 Journal
- 22.30 L'âge d'or hollywoodien
- Héros à vendre, de Willma A. Wellmann (1933). Encore un film sur la « grande crise » économique. Mais celui-ci est un des plus impitoyables. Il fallait un certain courage à Wellmann pour montrer, alors que Roosevelt est président, les brigades d'enquêtes, ancêtres des commissions Mac Carthy.



De gauche à droite : Thorez, Duclos, Marty et Cachin (photo AFP)

rouge

« Le démon du stalinisme n'a jamais eu réellement droit de cité dans notre parti »

(Georges Marchais.28.5.1975)

Il y a 20 ans mourait André Marty

...Il n'est toujours pas réhabilité.

UN PROCES DE MOSCOU A PARIS

En janvier 1953, les lecteurs de l'Humanité découvriraient chaque jour le nouvel épisode d'un incroyable roman policier dont le « héros » était André Marty, ancien secrétaire national, exclu pour travail fractionnel : le mutin de la mer Noire, « traître » depuis 1919, n'est qu'un flic infiltré dans le parti. Pendant trente ans, il a réussi à rester un des dirigeants les plus importants, car « Marty est un policier intelligent, adroit, son rôle n'était pas de démasquer, mais de tromper le plus longtemps possible. Pour la police, il était utile à l'intérieur pour désagréger au maximum, en prenant le minimum de risque » (1).

Aux sceptiques qui rappellent les campagnes des députés de droite et des socialistes contre Marty, l'Humanité répond sans rire que « le cloisonnement entre les différents services (...) ne permet pas à tous les policiers de se connaître entre eux » (1). Toutes les trahisons sont possibles quand Rajk, ministre des Affaires étrangères de Hongrie, Slansky, secrétaire général du Parti communiste tchécoslovaque, London, vice-ministre des Affaires étrangères du même pays, avouent (sous la torture) être des agents à la solde de l'Occident. Or, note Etienne Fajon, Marty fait « l'éloge des espions récemment démasqués et condamnés à Prague » (2). Aujourd'hui, les victimes des purges de l'Est sont réhabilitées, Marty non. Pourtant, personne ne croit plus à la fable policière, mais le PCF choisit le silence.

De Slansky à Marty

Si l'échafaudage policier s'écroule, l'énigme politique reste à élucider. L'affaire coïncide avec les procès de Tchécoslovaquie et la présence de Thorez en URSS. Le lien est clair : les instructeurs des procès de

Rajk et Slansky, désireux de prouver l'existence de ramification dans tous les pays socialistes et tous les Partis communistes, orientaient les interrogatoires sur le personnel communiste français, en particulier les anciens des brigades internationales et de la résistance. Thorez y vit l'occasion de montrer la vigilance de son parti en liquidant celui qu'il considérait comme son plus dangereux rival. L'accusation politique fut donc

montée de toute pièce, elle n'en était pas moins révélatrice des réserves qu'éveillaient chez les cadres formés dans la lutte, la non utilisation des situations potentiellement révolutionnaires.

Selon ses accusateurs, l'ancien mutin aurait « affirmé que le parti devait donner l'ordre de prendre le pouvoir en 1944 », et critiqué la dissolution des milices patriotiques. Il aurait déclaré aux dirigeants de la fédération

de la Corrèze, en avril 1949 : « Il est aujourd'hui difficile d'entraîner la classe ouvrière et notamment les ouvriers parisiens à l'action, car, par deux fois, déjà, en 1936 et à la Libération, le parti les a arrêtés dans l'action engagée. » Il « avoue maintenant qu'il n'était pas d'accord avec notre participation au gouvernement pendant cette période ». Marty, et bien d'autres communistes, acceptèrent donc la remise en selle du capitalisme français par

discipline plus que par conviction. Enfin, crime impardonnable, l'ancien secrétaire de l'IC « a manifesté pour le moins de la méfiance envers les organismes de sécurité de l'Etat soviétique ».

On le comprend, ces accusations comportaient une part de vérité, mais Marty et son co-accusé Tillon n'avaient jamais fait de travail fractionnel, ni opposé à la ligne du parti une politique alternative.

« Je ne me suiciderai pas »

Face aux accusations de travail fractionnel, Marty commença par nier, puis promit une autocritique. Mais la direction voulait plus : sa capitulation, son auto-accusation de crimes imaginaires. Marty avait un trop lourd passé révolutionnaire pour céder aux menaces ; le départ forcé de sa femme, le vol de ses archives, les calomnies ne parvinrent pas à le briser : Je ne me suiciderai pas, écrivait-il à Duclos, car je reste communiste et, à cause de cela, je sais que la vérité éclatera. »

Dans un premier temps, son argumentation resta prisonnière du discours stalinien, il reprenait la conception policière de l'histoire contre ses adversaires : l'ennemi de classe manipule un groupe dirigeant et veut affaiblir le parti en m'excluant. Puis prenant conscience du caractère irréversible de la rupture, il s'interrogea sur le sens de son affaire : « Aujourd'hui, je comprends bien pourquoi j'ai été exclu et diffamé d'une manière ignoble : les Maîtres ne veulent plus de mouvement ouvrier révolutionnaire. Ils ont donc frappé ceux qui — bien ou mal — représentaient l'idée révolutionnaire » (lettre, 19 novembre 54).

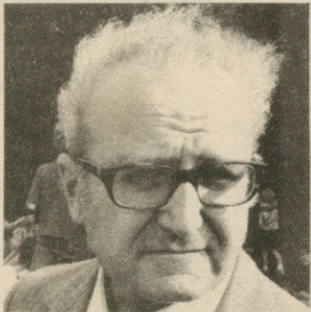
Il tenta de se lier aux organisations révolutionnaires et s'affirma d'accord avec la IV^e Internationale sur la reconstruction d'une internationale. Il lisait et relisait Marx et Trotsky, notamment Leçons d'Espagne. Tandis que l'Humanité annonçait laco- niquement son décès sur six lignes, deux cent militants l'accompagnaient au cimetière de Perpignan où Pierre Frank prit la parole au nom de la IV^e Internationale.

C. Pennetier

(1) Auguste Lecœur, Huma du 10.2.52. Lecœur, exclu en 1954, reconnut que ces accusations étaient sans fondement.
(2) Huma du 1.1.53.

Entretien avec Roger Garaudy, ancien membre du BP du PCF

« Nous étions tous des staliniens de la tête aux pieds »



Roger Garaudy ♦PHOTO Normal

Vous avez tenté de théoriser en 1952 les accusations contre Marty en parlant de son « néo-blanisme de contrebande ».

J'ai été à Alger le plus proche collaborateur de Marty. C'était une personnalité très complexe. Il faut distinguer ses erreurs politiques de l'absurdité de l'accusation de policier. Blanquiste, je crois vraiment qu'il l'était mais dans le contexte mon discours servait à l'enfoncer.

Quel est le sens de l'affaire Marty ?

Il y avait une rivalité incontestable avec Thorez dont il n'approuvait pas, en particulier, la politique patriotique. Il pensait que la ligne de Thorez était fautive. Dans les procès c'était copier dans un pays où l'on n'avait pas le pouvoir les procès de l'Est, comme dans toutes les exclusions de cette époque.

Selon Marchais : « le démon du stalinisme » n'a jamais eu réellement droit de cité dans le parti (CC du 28.5.75). L'affaire Marty n'en est-elle pas un des démentis les plus flagrants ?

C'est absurde. Comment le nier, nous étions tous et j'étais moi-même un stalinien de la tête aux pieds. On ne peut pas nier que ce parti a été l'un des plus staliniens qu'il soit, nous étions les plus alignés. Le centralisme stalinien ne nous choquait pas. Notre conception centraliste nous prédisposait au stalinisme. Les méthodes employées étaient identiques, sauf que l'on ne pouvait pas mettre Marty en prison.

Peut-on croire à une rupture du PCF avec le stalinisme alors que l'on travestit encore la vérité historique et que Marty et les autres militants victimes de la calomnie ne sont pas même réhabilités ?

Je crois que l'un des caractères les plus typiques du stalinisme c'est l'attitude invariablement apologétique à l'égard du parti. Le parti ne s'est jamais trompé. Or, il n'y a qu'à regarder comment on écrit encore l'histoire du parti. Quand Elleinstein expose que

l'on est passé de l'âge théologique à l'âge politique, je crois qu'il le pense sincèrement, mais ce n'est pas vrai. Il y a une contradiction, lorsque lui-même dit qu'en URSS il n'y a pas beaucoup de démocratie, ou pas du tout. Comment peut-il affirmer après cela que c'est un pays socialiste ? Quel visage donne-t-on du socialisme ?

A mon avis le socialisme ne sera crédible en France que lorsque l'on ne l'identifiera ni avec le stalinisme ni avec la social-démocratie. Or, malheureusement, c'est les deux variantes que nous offre le Programme commun. C'est un cocktail des deux. On accumule les critiques envers l'URSS, on dit : « c'est une erreur » et c'est « encore une erreur » sans distinguer que la masse d'erreurs démontre que c'est le système qui est faux, qu'il faut changer l'hypothèse : c'est un pays socialiste.

Ce n'est pas un pays socialiste du tout. Ou, alors c'est donner du socialisme une figure uniquement économiste, une certaine forme de gestion de l'économie et tous les autres rapports sociaux restant aussi aliénants que dans un régime capitaliste.

Marchais croyait gagner des voix avec sa méthode, il se

fait le fossoyeur du parti. C'est la première fois depuis un quart de siècle que le PCF n'est plus le premier parti de l'opposition. Et il perdra ainsi à tous les coups, car sa position n'est pas crédible. Toutes les gesticulations sur la dictature du prolétariat, par exemple, sont à mon avis des gestes vains. Déclarer que le mot dictature est discrédité par Hitler et Mussolini c'est un prétexte. C'est l'Union soviétique qui a discrédité cette notion parce qu'elle n'est pas une dictature du prolétariat.

Cette campagne est sans principes tout comme la conception de l'union. Quand le parti se met à présent à défendre la petite et moyenne entreprise, quand on s'accorde avec les nationalistes les plus attardés sur la défense de l'arme atomique, c'est une politique sans principes qui liquide le parti. On n'a jamais voulu accepter mes propositions sur le bloc historique et voilà où ils en sont : faire une alliance avec n'importe qui sur n'importe quoi, un attrape tout, une affiche : « mécontents votez pour nous ! » C'est véritablement deshonoré un parti. Propos recueillis par Claude Pennetier et André Duret